



CONSEIL COMMUNAL DU 28 SEPTEMBRE 2023
GEMEENTERAAD VAN 28 SEPTEMBER 2023

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Didier Gosuin, *Président/Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Elise Willame, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s/Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Vincianne Lerate, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, *Échevin·e·s/Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Christophe Magdalijs, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, Carinne Lenoir, Cécile Henrard, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

28.09.2023/A/0001

Secrétariat

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 29.06.2023 - Approbation moyennant modification

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;

Vu le projet de procès-verbal ;

Considérant la modification du dossier 002/29.06.2023/A/0028 portant "Signature de la convention pour l'engagement par la commune d'un ETP pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du Contrat Local de Mobilité Chant d'Oiseau, pour une période de 3 ans" (130.000€ en lieu et place de 195.000€ - diminution de 65.000 euros du montant attribué et réduction de la période à 2 ans en lieu et place de 3 ans)

DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 29.06.2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Secretariaat

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 29.06.2023 - Goedkeuring met wijzigingen

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis

Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;

Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;

Overwegende de wijziging van dossier 002/29.06.2023/A/0028 betreffende

"Ondertekening van de subsidieovereenkomst voor de indienstneming door de gemeente van een VTE's voor een periode van drie jaar voor de uitwerking, de uitvoering en opvolging van het Lokaal Mobiliteitscontract Vogelzang" (€130 000 in plaats van € 195 000 - vermindering van het toegekende bedrag met 65.000 euro en verkorting van de periode tot 2 jaar in plaats van 3 jaar)

BESLIST

om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 29.06.2023 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0002

Secrétariat

Communications : Liste des marchés passés par procédure négociée.

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- **#002/13.06.2023/B/0032#** - Newsletter du réseau des bibliothèques et ludothèque : choix de la plateforme marketing - achat du forfait annuel
- **#002/13.06.2023/B/0075#** - Rénovation du système HVAC du Gymnasium - Marché de travaux via la Centrale d'achat de Sibelga - Approbation de la dépense - Modification budgétaire - Approbation de la fiche-projet.
- **#002/13.06.2023/B/0088#** - Suppression de l'armoire électrique se trouvant à l'angle de la rue Emile Idiers et de l'avenue de la Sablière
- **#002/13.06.2023/B/0089#** - Achat de deux radars préventifs- Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/20.06.2023/B/0009#** - Fourniture de sacs à détritiques pour différents services de l'Administration communale - Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/20.06.2023/B/0028#** - Contrat de maintenance entre la Commune d'Auderghem et la société Bibliotheca pour la Bibliothèque du Centre
- **#002/20.06.2023/B/0056#** - Remplacement de la porte d'entrée du Centre sportif - Marché de travaux de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter - Modification budgétaire.
- **#002/20.06.2023/B/0063#** - Acquisition de mobiliers pour la Maison de la Prévention – Marché de faible montant. - Application des articles 234 de la Nouvelle loi communale. - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/20.06.2023/B/0071#** - Achat de pneus pour le véhicule n°19 - Approbation de la dépense
- **#002/20.06.2023/B/0073#** - Achat de vêtements de travail pour le service voirie - Modification budgétaire - Approbation de la dépense
- **#002/20.06.2023/B/0077#** - Travaux de démontage soigneux du bâtiment des classes vertes sur le site classé de Rouge Cloître en vue de sa restauration ultérieure - Procédure négociée sans publication préalable - Fixations des conditions - Approbation de la dépense et du cahier des charges - Désignation des firmes à consulter

- **#002/20.06.2023/B/0082#** - Modifications de l'installation électrique de la voirie – Suppression de la cabine HT actuelle et raccordement à la cabine HT du Centre Sportif Willegems – Marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable – Désignation de l'adjudicataire
- **#002/20.06.2023/B/0084#** - Travaux électriques liés à la suppression de la cabine haute tension du stade – Marché de faible montant – approbation de la dépense et désignation de l'adjudicataire
- **#002/20.06.2023/B/0085#** - Achat d'un speaker + stand + micro + câble pour les événements dans la maison communale - Liste du matériel à acheter - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/27.06.2023/B/0007#** - Fourniture de 10 ventilateurs sur pied pour les services de l'administration communale – Marché de faible montant conclu par facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/27.06.2023/B/0008#** - Fourniture de café, lait, sucre (BIO/FAIRTRADE) pour les réunions organisées au sein de l'administration communale – Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/27.06.2023/B/0024#** - ACTIVITÉS PARASCOLAIRES: Achat de 1 GSM destiné aux garderies des colonies et stages organisés durant les congés scolaires (Marché de faible montant sur facture acceptée).
- **#002/27.06.2023/B/0026#** - Activités parascolaires - Séjour en classes de dépaysement pour l'année 2023 - Marché public par procédure négociée sans publication préalable - Désignation du prestataire de services.
- **#002/27.06.2023/B/0072#** - Remplacement du bloc hydraulique de la balayeuse n°37 - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/27.06.2023/B/0073#** - Remplacement du marteau piqueur du service voirie - Marché de fournitures de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/04.07.2023/B/0008#** - Fourniture de jus de fruits (BIO/FAIRTRADE) pour les réceptions organisées par l'administration communale – Marché de faible montant - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/04.07.2023/B/0009#** - Administration communale et C.P.A.S. - Achat de mobilier et matériel d'équipements - Marché de fournitures - Accord-cadre pluri-annuel avec remise en concurrence - Fixation des conditions
- **#002/04.07.2023/B/0027#** - Centres scolaires communaux - Achat de 8 frigos professionnels - Marché de fourniture par procédure négociée - désignation du fournisseur.
- **#002/04.07.2023/B/0065#** - Achat d'un découpeur plasma pour les soudeurs - Marché de fournitures de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/04.07.2023/B/0088#** - Maintenance des projecteurs dans les écoles - Liste du matériel pour l'entretien - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/04.07.2023/B/0089#** - Upgrade ligne internet de la maison communale – Commande via le contrat cadre Irisnet
- **#002/11.07.2023/B/0079#** - Achat de 2 GSM destinés au site du Chirec -

service Etat Civil - Liste du matériel à acheter - Marché par procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter - Désignation de l'adjudicataire.

- **#002/03.08.2023/B/0031#** - ACADEMIE COMMUNALE "FRANZ CONSTANT" - Entretiens et accords de pianos - Marché public de faible montant sur simple facture acceptée.
- **#002/03.08.2023/B/0082#** - Achat d'abris de joueurs pour le T1 du Stade communal - Marché de travaux de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter.
- **#002/22.08.2023/B/0056#** - Solution logicielle permettant d'établir une communication entre le produit de gestion de factures Mercurius et le back-office Acropole comptabilité de Civadis - Procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/22.08.2023/B/0077#** - Création d'une plaine de jeux inclusive dans le parc Maria Vignol (clos Lucien Outers) - Marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense et du CSC - Modification budgétaire - Désignation des firmes à consulter
- **#002/29.08.2023/B/0049#** - Réfection de l'étanchéité et l'isolation de toit plat du CS Souverain (D-E-F-G) - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter - Modification budgétaire.

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 140.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

Mededelingen : Lijst van opdrachten gegund via onderhandelingsprocedure.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- **#002/13.06.2023/B/0032#** - Website van de Franstalige bibliotheken : online zetten en aankoop van het jaarpakket
- **#002/13.06.2023/B/0075#** - Renovatie van het ventilatiesysteem van het gymnasium – Opdracht voor werken via de aankoopcentrale van Sibelga - Begrotingwijziging - Goedkeuring van de uitgave – Goedkeuring van het projectfiche.
- **#002/13.06.2023/B/0088#** - Verwijdering van de elektriciteitskast op de hoek van de Emile Idiersstraat en de Zandgroeflaan
- **#002/13.06.2023/B/0089#** - Aankoop van veiligheidsradars - Goedkeuring van de uitgave - Aanwijzing van de opdrachtnemer.
- **#002/20.06.2023/B/0009#** - Levering van vuilniszakken voor de verschillende gemeentelijke diensten - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de

aanbesteder.

- **#002/20.06.2023/B/0028#** - Onderhoudscontract tussen de gemeente Oudergem en de firma Bibliotheca voor het Centrum Bibliotheek
- **#002/20.06.2023/B/0056#** - Vervanging van de toegangsdeur van het Sportcentrum - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's - Begrotingswijziging.
- **#002/20.06.2023/B/0063#** - Aankoop van meubilair voor de preventiedienst. - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Toepassing van artikelen 234 van de nieuwe gemeentewet. - Aanduiding van de aannemer.
- **#002/20.06.2023/B/0063#** - Aankoop van meubilair voor de preventiedienst. - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Toepassing van artikelen 234 van de nieuwe gemeentewet. - Aanduiding van de aannemer.
- **#002/20.06.2023/B/0071#** - Aankoop van banden voor het voertuig n°19 - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/20.06.2023/B/0073#** - Aankoop van werkkledij voor de dienst wegnis - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/20.06.2023/B/0077#** - Zorgvuldige afbraak van het gebouw van de groene klassen op de geklasseerde site van het Rood Klooster met het oog op de latere renovatie ervan - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vastelling van de voorwaarden - goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de firma's
- **#002/20.06.2023/B/0077#** - Zorgvuldige afbraak van het gebouw van de groene klassen op de geklasseerde site van het Rood Klooster met het oog op de latere renovatie ervan - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vastelling van de voorwaarden - goedkeuring van de uitgave en van het lastenboek - Aanduiding van de firma's
- **#002/20.06.2023/B/0082#** - Aanpassingen aan de elektrische installatie van het wegennet met het oog op het verwijderen van de huidige hoogspanningscabine en aansluiting op de hoogspanningscabine van het sportcentrum Willegems - Opdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanwijzing van de geselecteerde inschrijver
- **#002/20.06.2023/B/0084#** - Elektrische werkzaamheden in verband met de verwijdering van de hoogspanningscabine in het stadion - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgaven en aanwijzing van de geselecteerde inschrijver
- **#002/20.06.2023/B/0085#** - Aankoop van een speaker + stand + micro + kabel voor de evenementen in het gemeentehuis - Lijst van aan te kopen marterieel.- Onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te consulteren firma's - Aanduiding van de opdrachtgever.
- **#002/27.06.2023/B/0007#** - Levering van 10 ventilatoren op voet voor de gemeentelijke diensten - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de opdracht en van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/27.06.2023/B/0008#** - Levering van koffie, melk en suiker (BIO/FAIRTRADE) voor vergaderingen georganiseerd door de administratie - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.

- **#002/27.06.2023/B/0024#** - Naschoolse activiteiten: aankoop van 1 mobiele telefoon voor de drie opvangen voor de kampen en cursussen die tijdens de schoolvakanties worden georganiseerd (opdracht met beperkte waarde op aangenomen factuur).
- **#002/27.06.2023/B/0026#** - Buitenschoolse activiteiten - Schoolreisjes voor het jaar 2023 - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanwijzing van de dienstverlener.
- **#002/27.06.2023/B/0072#** - Vervanging van de hydraulische blok van de bezemwagen n°37 - Opdracht met beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/27.06.2023/B/0073#** - Vervanging van de breekhamer van de dienst wegenis - Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/04.07.2023/B/0008#** - Levering vruchtensappen (BIO/FAIRTRADE) voor recepties georganiseerd door de administratie - Opdracht via overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder.
- **#002/04.07.2023/B/0009#** - Gemeentebestuur en O.C.M.W. - Aankoop van meubelen en inrichtingsmateriaal - Opdracht voor leveringen - Meerjarige raamovereenkomst met mededinging - Vaststelling van de voorwaarden.
- **#002/04.07.2023/B/0027#** - Gemeenschappelijke schoolcentra - Aankoop van 8 professionele koelkasten - Onderhandeld leveringscontract - Aanwijzing van de leverancier
- **#002/04.07.2023/B/0065#** - Aankoop van een plasmasnijder voor de lassers-Overheidsopdracht voor leveringen van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/04.07.2023/B/0088#** - Onderhoud van de projectoren in de scholen- Lijst te onderhouden materiaal.- Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtgever.
- **#002/04.07.2023/B/0089#** - Upgrade internetlijn van het gemeentehuis - Bestel via het kaderovereenkomst met Irisnet
- **#002/11.07.2023/B/0079#** - Aankoop van 2 GSM's voor de site van Chirec - dienst Burgerlijke stand - Lijst van aan te kopen marterieel.- Onderhandelingsprocedure op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te consulteren firma's - Aanduiding van de opdrachtgever.
- **#002/03.08.2023/B/0031#** - Gemeentelijke Academie "FRANZ CONSTANT" - Onderhoud en stemmen van piano's - Overheidsopdracht voor een klein bedrag op basis van een aanvaarde factuur.
- **#002/03.08.2023/B/0082#** - Aankoop van dug-outs voor T1 in het Stadion - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de te raadplegen firma's.
- **#002/22.08.2023/B/0056#** - Softwareoplossing voor het tot stand brengen van communicatie tussen het Mercurius-product voor factuurbeheer en de backoffice van Acropole boekhouding van Civadis - Onderhandelingsprocedure op eenvoudige geaccepteerde factuur - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/22.08.2023/B/0077#** - Creatie van een inclusieve speeltuin in het Maria Vignolpark (Lucien Outersgaarde) - Overheidsopdracht voor werken via

onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Begrotingswijziging - Goedkeuring van de uitgave en het BLB - Aanduiding van de te raadplegen firma's

- #002/29.08.2023/B/0049# - Herstelling van de dakdichting en isolatie van het plat dak van het SC Souverain (D-E-F-G) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's - Budgetwijziging

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 140.000€ exclusief btw geraand wordt;
 - van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;
- Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

28.09.2023/A/0003

Secrétariat

Communications : Liste des arrêtés adoptés par la Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'installation temporaire d'un Food-Truck pour la fête des 100 ans de la librairie UOPC le 2 juillet 2023
2. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une brocante dans les avenues Henri de Brouckère, Benjamin Jansen et interdisant l'accès des véhicules à la rue Vandergoten, le 10 septembre 2023
3. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'installation temporaire d'un Food Truck et la fermeture de la rue du Bardeau, le 5 juillet 2023
4. Arrêté du Bourgmestre autorisant l'organisation de la Journée sans voiture du dimanche 17 septembre 2023 rue Emile Idiers, et autour de la maison communale du côté du Centre Culturel (drive-in et préau du côté du n°12)
5. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
6. Arrêté de la Bourgmestre autorisant le tournage de séquences pour la série "Doktrinen", le 7 juillet 2023
7. Arrêté de la Bourgmestre pour autoriser le tournage d'un clip musical pour l'artiste Gutti dans le clos de la Rue Firmin Martin le dimanche 2 juillet de 18h00 à 2h00 du matin.
8. Arrêté du Bourgmestre autorisant la fête des voisins avec Barbecue de l'Avenue Ernest Claes le 10 septembre 2023
9. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
10. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une fête avec barbecue dans l'Avenue Madoux, le 10 septembre 2023
11. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'organisation de l'évènement : 'Nos concerts au Jardin', évènement d'été du Pavillon le 13 juillet 2023 et le 14

septembre 2023 de 18h30 à 20h30 à la Place de l'amitié.

12. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une fête avec barbecue dans l'avenue Gaston De Gryse, le 10 septembre 2023
13. Arrêté de la Bourgmestre pour l'abattage d'un robinier situé dans le talus boisé proche du potager collectif au LAMBIN
14. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'extension de la brocante du Viaduc avec l'installation d'un Food truck, le dimanche 24 septembre 2023
15. Dossier n°44 - Dérogation aux horaires de chantier - Demande de VIVAQUA pour la réalisation de travaux de voirie sis Rue des Pêcheries, du 08/08/2023 au 11/08/2023, de 22h00 à 07h00.
16. Arrêté de la Bourgmestre pour faire abattre en urgence un hêtre rouge dangereux situé sur la propriété Drève du Prieuré n° 21
17. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'installation temporaire d'un Food truck le 07 octobre 2023
18. Arrêté de la Bourgmestre pour autoriser l'abattage d'un hêtre (*Fagus sylvatica*) dangereux à l'arrière de l'immeuble de la rue de la Houlette 37.
19. Arrêté de la Bourgmestre autorisant un barbecue des voisins rue des Néfliers le 16 septembre 2023
20. Arrêté de la Bourgmestre pour faire abattre un tilleul dangereux en urgence à la Drève du Prieuré n° 11.
21. Arrêté de la Bourgmestre autorisant un enregistrement près de la VUB le 25 août 2023
22. Arrêté de la Bourgmestre autorisant le Beau Vélo de RAVeL le samedi 19 août 2023
23. Arrêté de la Bourgmestre pour faire abattre en urgence un marronnier dangereux situé juste à côté de l'entrée de l'Athénée Royal d'Auderghem, en face du n° 44 avenue Parc de Woluwé
24. Arrêté de la Bourgmestre autorisant un vide garage au quartier des Invalides le 17 septembre 2023
25. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une fête de voisins avec barbecue le dimanche 17 septembre 2023
26. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une brocante dans l'allée des Colzas, l'Avenue Keyen et l'Avenue Vandromme le 17 septembre 2023
27. Arrêté de la Bourgmestre autorisant un barbecue des voisins square Antoine Van Lindt, le 17 septembre 2023
28. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la fête des voisins avec barbecue, rue Pierre Schoonejans, le samedi 17 septembre 2023 de 11h à 19h
29. Arrêté de la Bourgmestre autorisant une séance d'information pour «ERU URBANISME» à la brocante du Carrefour le 10 septembre 2023.
30. Dossier n°45 - Dérogation aux horaires de chantier - Demande de ANTHONY SIGNS pour des travaux de télécommunication le lundi 02/10/2023 de 6h00 à 18h00, sur l'avenue Val Duchesse à la hauteur du numéro 213.
31. Arrêté de la Bourgmestre déclarant l'immeuble sis chaussée de Wavre, 1478 insalubre et inhabitable

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat

**Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135
NGW**

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de Burgemeester tot het toestaan van de tijdelijke installatie van een foodtruck ter gelegenheid van het 100-jarig bestaan van boekhandel UOPC op 2 juli 2023
2. Besluit van de Burgemeester tot het houden van een rommelmarkt in de lanen Henri de Brouckère en Benjamin Jansen en tot het verbieden van de toegang voor voertuigen tot de Vandergotenstraat, op 10 september 2023
3. Besluit van de Burgemeester tot toestemming voor de tijdelijke installatie van een foodtruck en de afsluiting van de rue du Bardeau op 5 juli 2023
4. Besluit van de Burgemeester tot het toestaan van de organisatie van de Autovrije Dag op zondag 17 september 2023 in de Emile Idiersstraat en rond het gemeentehuis aan de kant van het Cultureel Centrum (drive-in en overdekte ruimte aan de kant van nr. 12)
5. Besluit van de Burgemeester tot het bevelen van de begrafenis van een behoeftige persoon die om redenen van volksgezondheid op gemeentelijk grondgebied is overleden
6. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor het filmen van scènes voor de serie "Doktrinen" op 7 juli 2023
7. Besluit van de Burgemeester tot het toestaan van het filmen van een videoclip voor de artiest Gutti in de omheining van de Firmin Martinstraat op zondag 2 juli van 18.00 tot 02.00 uur.
8. Besluit van de Burgemeester tot het houden van een Burendag met Barbecue in de Ernest Claeslaan op 10 september 2023
9. Besluit van de Burgemeester tot het bevelen van de begrafenis van een behoeftige persoon die om redenen van volksgezondheid op gemeentelijk grondgebied is overleden
10. Besluit van de Burgemeester tot het toestaan van een barbecuefeest in de Madouxlaan op 10 september 2023
11. Besluit van de Burgemeester tot het toestaan van de organisatie van het evenement: "Nos concerts au Jardin", Pavillon zomerevenement op 13 juli 2023 en 14 september 2023 van 18.30 tot 20.30 uur op het Vriendschapsplein.
12. Besluit van de Burgemeester tot het houden van een barbecuefeest in de Gaston De Gryselaan op 10 september 2023
13. Besluit van de Burgemeester tot het vellen van een johannesbroodboom gelegen in de beboste helling nabij de gemeenschappelijke moestuin van LAMBIN
14. Besluit van de Burgemeester tot uitbreiding van de rommelmarkt van Viaduc met de installatie van een foodtruck op zondag 24 september 2023
15. Dossier nr. 44 - Afwijking van de werktijden - Aanvraag van VIVAQUA om wegenwerken uit te voeren in de Visserijstraat, van 08/08/2023 tot 11/08/2023, van 22u00 tot 07u00.
16. Besluit van de Burgemeester tot het met spoed vellen van een gevaarlijke rode beuk gelegen op het perceel Priorijdreef nr. 21
17. Besluit van de Burgemeester tot het tijdelijk plaatsen van een foodtruck op 07 oktober 2023.
18. Besluit van de Burgemeester om het kappen van een gevaarlijke beuk (Fagus sylvatica) aan de achterzijde van het gebouw in de Houlettestraat 37 toe te staan.
19. Besluit van de Burgemeester houdende toestemming voor een burendag met barbecue in de Mispelaarsstraat op 16 september 2023

20. Besluit van de Burgemeester om met spoed een gevaarlijke linde te laten vellen op Priorijdreef nr. 11.
21. Besluit van de Burgemeester dat een opname in de buurt van de VUB toelaat op 25 augustus 2023
22. Besluit van de Burgemeester tot toelating van de RAVeL Beau Vélo op zaterdag 19 augustus 2023
23. Besluit van de Burgemeester om met spoed een gevaarlijke kastanjeboom te kappen die net naast de ingang van het Athénée Royal d'Auderghem staat, tegenover nr. 44 van de Woluwélaan Parc
24. Besluit van de Burgemeester tot het toestaan van een garageverkoop in de wijk Invalides op 17 september 2023
25. Besluit van de Burgemeester tot het toestaan van een burenfest met barbecue op zondag 17 september 2023
26. Besluit van de Burgemeester waarbij toestemming wordt verleend voor een rommelmarkt op 17 september 2023 op de Sloordelle ,de Keyenlaan en Vandrommelaan
27. Besluit van de Burgemeester houdende toelating van een burenbarbecue op het Antoine Van Lindtplein op 17 september 2023
28. Besluit van de Burgemeester tot het verlenen van toestemming voor een burenfest met barbecue, Pierre Schoonejansstraat, op zaterdag 17 september 2023 van 11.00 tot 19.00 uur.
29. Besluit van de Burgemeester tot het houden van een informatiebijeenkomst over "ERU URBANISME" op de vlooiemarkt van Carrefour op 10 september 2023.
30. Dossier n°45 - Afwijking van de werf dienstregeling – Aanvraag van ANTHONY SIGNS voor de telecomwerken uit op maandag 02/10/2023 van 6:00 uur tot 18:00 uur, op Valduchesselaan ter hoogte nummer 213.
31. Besluit van de Burgemeester waarbij het gebouw gelegen aan de Waversesteenweg, 1478 ongezond en onbewoonbaar wordt verklaard.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

28.09.2023/A/0004 **Recette**
Cohésion sociale - Exercice 2022 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Considérant que la « Cohésion sociale » nous a fait parvenir son compte de l'exercice 2022,

Décide

d'approuver le compte de la « Cohésion sociale » - exercice 2022.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Ontvangerij
Sociale samenhang - Dienstjaar 2022 - Rekening

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, artikel 3 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117 ;

Overwegende dat de « Sociale samenhang » ons zijn rekening van 2022 heeft overgemaakt,

Beslist

de rekening van de « Sociale samenhang » dienstjaar 2022 goed te keuren;

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0005

Recette
Fabrique d'église anglicane unifiée - Holy Trinity - Exercice 2022 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Attendu que la commune d'Auderghem fait partie de la circonscription de l'Eglise Anglicane Unifiée et qu'à ce titre elle est appelée à donner son avis sur le compte de l'exercice 2022 tel qu'il a été arrêté par son Conseil d'Administration;

Attendu que ledit compte pour l'exercice 2022 présente un boni de 14.802,59 €, avec 203.568,18 € en recettes et 188.765,59 € en dépenses, sans intervention communale.

Décide

d'aviser favorablement le compte de l'exercice 2022 de la fabrique d'Eglise Anglicane Unifiée.

La présente délibération, en cinq exemplaires, sera transmise à l'administration communale d'Ixelles pour suite voulue.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 11 votes positifs, 3 votes négatifs, 9 abstentions.

Non : Lieve Jorens, Véronique Artus, Christian Grétry.

Abstentions : Sophie de Vos, Elise Willame, Florence Couldrey, Matthieu Pillois, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Martine Maelschalck, François Lebovy, Ivo Van Ginneken.

Ontvangerij
Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek - Holy Trinity - Dienstjaar 2022 - Compte

De Raad

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten ;

Gezien de gemeente Oudergem deel uitmaakt van de omschrijving van de Verenigde Anglicaanse Kerk en zij door dit feit geroepen is haar advies uit te brengen betreffende de rekening van deze instelling;

Gezien de rekening van het dienstjaar 2022 een boni van 14.802,59 € vertoont, met 203.568,18 € in ontvangsten en 188.765,59 € in uitgaven, zonder gemeentelijke tussenkomst;

Beslist

een gunstig advies uit te brengen in verband met de rekening van het dienstjaar 2022 de Verenigde Anglicaanse Kerkfabriek.

Onderhavige beraadslaging, in vijf exemplaren zal overgemaakt worden aan het Gemeentebestuur van Elsene voor verdere gevolg.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 11 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 9 onthoudingen.

Nee : Lieve Jorens, Véronique Artus, Christian Grétry.

Onthoudingen : Sophie de Vos, Elise Willame, Florence Couldrey, Matthieu Pillois, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Martine Maelschalck, François Lebovy, Ivo Van Ginneken.

28.09.2023/A/0006

Recette

Maison des Jeunes d'Auderghem - Exercice 2022 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l'article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117,

Décide

D'approuver le compte de l'ASBL « Maison des jeunes d'Auderghem » exercice 2022.

La présente délibération, sous forme de bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Ontvangerij

Maison des Jeunes d'Auderghem - Dienstjaar 2022 - Rekening

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117,

Beslist

De rekening van de VZW « Maison des jeunes d'Auderghem » dienstjaar 2022 goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

Rémunérations**Octroi d'éco-chèques électroniques pour un montant maximum de 170,61 € au personnel du secteur de l'enfance, pour l'année de référence 2022. - Subvention exceptionnelle de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE)**

Le Conseil,

Vu l'accord conclu dans le secteur non-marchand entre le Gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles et les partenaires sociaux pour l'année 2022 ;

Vu la circulaire de Madame Bénédicte Linard, Ministre de l'Enfance de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de Monsieur Bernard Clerfayt, Ministre des Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que faisant suite aux discussions menées avec les partenaires sociaux relativement à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des secteurs non marchands, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a décidé d'accorder une subvention exceptionnelle aux pouvoirs locaux organisant un service relevant du secteur de l'enfance subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que cette subvention couvre le coût de l'octroi d'éco-chèques ainsi que le coût de gestion y afférent ;

Considérant que seuls les équivalents temps plein psycho médico sociaux et puériculteurs/trices ont servi de base au calcul de la subvention exceptionnelle ;

Considérant qu'il n'a pas été tenu compte des directions des crèches et des ETP logistique ;

Considérant que l'ONE autorise la distribution d'éco-chèques à d'autres catégories de personnel des crèches que ceux qui ont servi de base au calcul de la subvention ;

Considérant que dans un souci d'équité, il y a lieu d'utiliser la subvention reçue pour distribuer des éco-chèques à l'ensemble du personnel des crèches, que celui-ci soit subventionné ou non par l'ONE ;

Considérant qu'il y a donc lieu de partager la subvention entre tous les membres du personnel des crèches et de ramener la valeur faciale de chaque chèque de 200 € à maximum 170,61 € pour un membre du personnel ayant travaillé à temps plein durant toute l'année 2022 ;

Considérant que la valeur de l'éco-chèque de chaque travailleur doit être fixée en fonction de la règle du « prorata temporis », c'est-à-dire que la valeur doit être déterminée en proportion de la période prestée ;

Considérant que les jours habituels d'inactivité, les congés de maternité et les périodes d'incapacité de travail doivent être assimilées à des périodes de travail ;

Considérant qu'en ce qui concerne le secteur public, chaque commune doit obtenir une décision formelle de l'instance compétente (Conseil Communal, organe de gestion) afin que les éco-chèques soient exemptés de cotisations de sécurité sociale ;

Considérant qu'il existe déjà un contrat en cours avec l'entreprise Edenred et qu'il n'y a donc pas lieu de procéder à un nouveau marché public ;

Vu les instructions administratives 2023/2 de l'ONSS ;

Vu le protocole d'accord 2023/012 signé par le comité de négociation du 29 juin 2023 ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Décide :

D'approuver le règlement suivant :

Octroi d'éco-chèques électroniques, pour un montant maximum de 170,61 €, au personnel des services d'accueil de la petite enfance, pour l'année de référence 2022.

Article 1^{er} : Personnel visé

- Tous les agents définitifs, contractuels et contractuels subventionnés (personnel de direction, personnel administratif, personnel médico-social,

personnel pédagogique, personnel d'encadrement, personnel logistique...) des crèches.

- Le personnel crèches à charge des subventions visées par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s.

Article 2 : Conditions d'octroi et cadre légal

Les modalités d'octroi et d'utilisation d'un éco-chèque sont les suivantes (CTT n°98 du Conseil National du Travail du 20 février 2009, tel que modifié) :

- Destiné à l'achat de produits et services à caractère écologique ;
- Fixe la liste des produits et services concernés (produits et services écologiques ; mobilité et loisirs durables, réutilisation, recyclage et prévention des déchets, circuit court (Produits agricoles et horticoles, vendus en circuit court par des titulaires de la licence « Recht van bij de boer » et « En direct de la ferme » et abonnements et affiliations à un potager collectif) ;
- Le nombre d'éco-chèques est calculé sur base de la période d'occupation pendant l'année civile concernée (prise en compte des jours habituels d'inactivité comme les jours fériés ou les week-ends entre deux contrats de travail ; prise en compte des jours d'incapacités couverts par un salaire garanti, les congés de circonstances, jours pour lesquels le travailleur a perçu une rémunération) ;
- Les jours de congé de maternité et les jours d'incapacité de travail couverts par une indemnité octroyée en application de la CTT n°12 ou n°13 (maladies, accident, accident du travail, maladies professionnelles) sont assimilés à des jours prestés ;
- Si le montant de l'éco-chèque est inférieur à 10 euros, ce montant peut être octroyé sous forme d'éco-chèque ou ajouté à la rémunération, majoré de 50%.

Article 4 : Exonération des cotisations sociales et d'impôt

Les éco-chèques représentent un avantage exonéré de cotisations sociales et d'impôt si les conditions suivantes sont respectées (article 19 quater de l'arrêté royal du 28 novembre 2009 pris en application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs)

- Les éco-chèques sont octroyés sous forme électronique. Ils seront ajoutés à la carte chèques-repas.
- Les éco-chèques électroniques sont réputés avoir été octroyés au travailleur au moment où le compte éco-chèque de celui-ci est crédité.

Le compte éco-chèque est une banque de données dans laquelle un certain nombre d'éco-chèques électroniques pour un travailleur sont enregistrés et gérés par un éditeur d'éco-chèques.

- La valeur nominale maximum de l'éco-chèque est fixée à 10,00 € par éco-chèque.
- Les éco-chèques seront octroyés dans le courant de l'année 2023 aux membres du personnel travaillant dans les crèches communales durant toute ou partie de la période de référence allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.
- Les éco-chèques sont délivrés au nom du travailleur. Cette condition est réputée remplie si l'octroi et les données y relatives (nombre d'éco-chèques,

montant de l'éco-chèque) sont mentionnés au compte individuel du travailleur, conformément à la réglementation relative à la tenue des documents sociaux.

- La validité des éco-chèques électroniques est limitée à 24 mois à compter du moment où l'éco-chèque électronique est placé sur le compte éco-chèque.

L'arrêté royal du 22 novembre 2022 prévoit, à partir du 1^{er} décembre 2022, une procédure de réactivation. Dans les 3 mois suivant leur date d'échéance, les éco-chèques périmés peuvent faire l'objet de la part du travailleur d'une demande de réactivation unique auprès de l'éditeur des éco-chèques. La première demande de réactivation formulée par le travailleur est gratuite indépendamment du nombre d'éco-chèques pour lesquels l'activation est demandée. Les éventuelles demandes de réactivation suivantes peuvent, quel que soit le nombre d'éco-chèques concernés par la demande, être soumises au paiement d'un coût maximal de 5 € à charge du travailleur sauf si le travailleur peut démontrer une force majeure. Les éco-chèques réactivés ont une durée de validité de 3 mois.

- Les éco-chèques électroniques ne peuvent être utilisés que pour l'achat de produits et services à caractère écologique repris dans la liste annexée à la convention collective de travail n°98.
- Les éco-chèques ne peuvent être échangés partiellement ou totalement en espèces.
- Le montant total des éco-chèques octroyés par l'Administration ne peut dépasser 250,00€ par travailleur et par année civile.
- Le nombre total des éco-chèques et leur montant brut sont mentionnés au compte individuel du travailleur, tel que visé à l'article 15, alinéa 1, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération.
- Avant l'utilisation des éco-chèques électroniques, le travailleur doit pouvoir vérifier le solde et la durée de validité des éco-chèques octroyés qui n'ont pas encore été utilisés.
- Les éco-chèques sous forme électronique ne peuvent être mis à disposition que par un éditeur agréé conjointement par le Ministre compétent pour les affaires sociales, le Ministre compétent pour l'emploi, le Ministre compétent pour les indépendants et le Ministre compétent pour les affaires économiques.
- L'utilisation des éco-chèques électroniques ne peut entraîner de frais pour le travailleur.
- En cas de perte ou de vol de la carte chèques repas/éco-chèques l'agent est tenu d'en informer la société émettrice et/ou CARDSTOP (070 344 344) dans les plus brefs délais.

Toutes les transactions exécutées avant la déclaration de perte ou de vol sont irrévocables, sans possibilité de recours de l'agent contre l'Administration ou la société débitrice des chèques.

Après la déclaration de perte ou de vol, la société de délivrance des chèques-repas/éco-chèques émettra une nouvelle carte pour l'agent. Celle-ci sera payée par l'agent, hormis en cas de vol.

Dans tous les cas, le coût du support de remplacement ne peut être supérieur à la valeur nominale d'un titre-repas si l'employeur octroie aussi bien des titres-repas que des éco-chèques électroniques.

Article 5 : Subvention

L'ONE octroie aux pouvoirs organisateurs une subvention exceptionnelle. La subvention équivaut à un montant de 200€ par ETP (équivalent temps plein) occupé durant l'année 2022, majoré de 2% afin de couvrir les frais de gestion.

Le montant de la subvention est calculé sur la base des données intégrées au cadastre de l'emploi réalisé par l'ONE (« Mon Equipe »).

Les données sont arrêtées à la date du 31 octobre 2021 et actualisée manuellement par l'ONE sur la base des nouveaux emplois créés jusqu'à novembre 2022.

Les montants promérités via l'augmentation du coefficient multiplicateur (courrier ONE du 25 juillet 2021) peuvent être cumulés à ce subside exceptionnel pour financer l'avantage.

Si le montant de la subvention versée par l'ONE est inférieur au montant afférent à cette mesure, le delta devra être financé par le milieu d'accueil ;

Si le montant de la subvention versée par l'ONE est supérieur au montant afférent à cette mesure, tel que constaté lors d'un contrôle ordinaire du Service Inspection Comptable, il sera demandé au pouvoir organisateur de rembourser l'équivalent du montant trop perçu.

Seuls les équivalents temps plein psycho médico sociaux et puériculteurs/trices ont servi de base au calcul de la subvention exceptionnelle.

Il n'a pas été tenu compte des directions des crèches et des ETP logistique.

Néanmoins, dans un souci d'équité, la subvention reçue sera utilisée pour distribuer des éco-chèques à l'ensemble du personnel des crèches, que celui-ci soit subventionné ou non par l'ONE ;

La subvention est partagée entre tous les membres du personnel des crèches.

La valeur faciale de chaque chèque sera alors ramenée de 200 € à 170,61 € pour un membre du personnel ayant travaillé à temps plein durant toute l'année 2022 ;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux ainsi qu'à l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Bezoldigingen

Toekening van elektronische ecocheques, voor een maximumbedrag van 170,61 €, aan het personeel uit de kindersector, voor het referentiejaar 2022.

Buitengewone subsidie van het "Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE)"

De Raad,

Gezien de overeenkomst tussen de regering van de Federatie Wallonië-Brussel en de sociale partners voor 2022 in de non-profitsector;

Gezien de omzendbrief van Mevrouw Bénédicte Linard, Minister van Kind van de Federatie Wallonië- Brussel en de Heer Bernard Clerfayt, Minister van lokale autoriteiten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat na besprekingen met de sociale partners over de verbetering van de arbeidsomstandigheden voor werknemers in de non-profitsector, de regering van de Federatie Wallonië-Brussel heeft besloten een uitzonderlijke subsidie te verlenen aan lokale autoriteiten die een dienst in de kindersector organiseren die wordt gesubsidieerd door de Federatie Wallonië-Brussel;

Overwegende dat deze subsidie de kosten van het uitgeven van ecocheques en de bijhorende beheerkosten dekt;

Aangezien dat alleen de voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociale en kinderverzorging als basis voor de berekening van de uitzonderlijke toelage werden gebruikt;

Aangezien dat geen rekening is gehouden met het leidinggevend personeel van de kinderkribben en de logistieke VTE's;

Overwegende dat ONE de verdeling van ecocheques over andere categorieën kinderdagverblijven toestaat dan die waarop de subsidie is berekend;

In het belang van de eerlijkheid moet de ontvangen subsidie worden gebruikt om ecocheques uit te delen aan alle kinderdagverblijven, ongeacht of ze al dan niet door de ONE worden gesubsidieerd;

Overwegende dat het daarom logisch is de subsidie te verdelen onder alle personeelsleden van kinderkribben en de nominale waarde van elke cheque te verlagen van 200 € naar maximaal 170,61 € voor een werknemer die gedurende 2022 fulltime heeft gewerkt;

Overwegende dat de waarde van de ecocheque van elke werknemer moet worden vastgesteld volgens de regel “prorata temporis”, d.w.z. dat de waarde moet worden bepaald in verhouding tot de gewerkte periode;

Overwegende dat de gebruikelijke dagen van inactiviteit, zwangerschapsverlof en perioden van arbeidsongeschiktheid als perioden van arbeid moeten worden beschouwd;

Overwegende dat wat de openbare sector betreft elke gemeente een beslissing moet krijgen van het bevoegde orgaan (gemeenteraad, beheersorgaan) opdat de ecocheques vrijgesteld zouden zijn van sociale bijdragen;

Overwegende dat er reeds een contract met de onderneming Edenred bestaat en dat er dus geen reden is om over te gaan tot een nieuwe overheidsopdracht;

Gelet op de administratieve onderrichtingen 2023/2 van de RSZ;

Gelet op het protokolakkoord 2023/012 ondertekend door de overlegcomite van 29 juni 2023;

Op voorstel van het Schepencollege;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

De onderstaande verordening goed te keuren:

Toekenning van elektronische ecocheques, voor een maximumbedrag van 170,61 €, aan het personeel van de kinderopvangcentra, voor het referentiejaar 2022.

Artikel 1: Betrokken personeel

Alle vast benoemde, contractuele en gesubsidieerde contractuelen personeelsleden (leidinggevend personeel, administratief personeel, medisch-sociaal personeel, pedagogisch personeel, beheerspersoneel, logistiek personeel...) van kinderdagverblijven.

Het personeel van kinderdagverblijven die ten laste is van de subsidies die onder het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaallhouders.

Artikel 2: Toekenningsvoorwaarden en wettelijk kader

De modaliteiten van de toekenning van het gebruik van een ecocheque zijn de volgende (CAO n 98 van de Nationale Arbeidsraad van 20 februari 2009, zoals gewijzigd):

- Bestemd zijn voor de aankoop van milieuvriendelijke producten en diensten;
- De lijst van de betrokken producten en diensten (milieuvriendelijke producten en diensten; duurzame mobiliteit en vrijetijdsbesteding, hergebruik of recycling en afvalpreventie, korte keten (Land en tuinbouwproducten die in de korte keten worden verkocht door houders van de licenties “Recht van bij de boer” en “En direct de la ferme” en abonnementen en aansluitingen voor volkstuinen);
- Het aantal ecocheques wordt berekend op basis van de periode van tewerkstelling tijdens het betrokken kalenderjaar (rekening houden met de gewone inactiviteitsdagen zoals feestdagen of weekends tussen twee arbeidsovereenkomsten; in aanmerking nemen van de dagen van ongeschiktheid gedekt door een gewaarborgd loon, het omstandigheidsverlof, dagen waarvoor de werknemer loon heeft ontvangen);

- De dagen bevallingsverlof en de dagen arbeidsongeschiktheid gedekt door een vergoeding toegekend in de toepassing van de CAO nr. 12 of 13 (ziekten, ongeval, arbeidsongeval, beroepsziekten) worden gelijkgesteld met gepresteerde dagen;
- Indien het bedrag van de ecocheque lager is dan 10€, kan dit bedrag worden toegekend in de vorm van een ecocheque of toegevoegd aan de bezoldiging verhoogd met 50%.

Artikel 4: Vrijstelling van sociale zekerheidsbijdragen en belastingen

De ecocheques vormen een voordeel vrijgesteld van sociale zekerheidsbijdragen en belastingen indien aan de volgende voorwaarden is voldaan (Art.19 quater van het Koninklijk Besluit van 28 november 2009 genomen in uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van het besluit van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid van werknemers)

- De ecocheques worden in elektronische vorm toegekend. Zij worden aan de kaart van de maaltijdcheques toegevoegd.
- De elektronische ecocheques worden geacht te zijn toegekend aan de werknemer op het moment waarop dienst ecocheque-rekening wordt gecrediteerd.

De ecocheque-rekening is een databank waarop een aantal elektronische ecocheques worden opgeslagen en wordt beheerd door een erkende uitgever van ecocheques.

- De maximale nominale waarde van de ecocheque wordt vastgesteld op 10,00€ per ecocheque.
- De ecocheques zullen in de loop van het jaar 2023 worden toegekend aan de personeelsleden die in kinderdagverblijven hebben gewerkt gedurende de gehele of een deel van de referentieperiode gaande van 1 januari tot 31 december 2022.
- De ecocheques zijn op naam van de werknemer afgeleverd. Deze voorwaarde is vervuld, indien de toekenning ervan en de gegevens die er betrekking optellen (aantal ecocheques, brutobedrag van de ecocheques) voorkomen op de individuele rekening van de werknemer, overeenkomstig de reglementering betreffende het bijhouden van de sociale documenten.
- De geldigheidsduur van de elektronische ecocheques is beperkt tot 24 maanden te rekenen vanaf het ogenblik dat de elektronische ecocheque op de ecocheque-rekening wordt geplaatst.

Het koninklijk besluit van 22 november 2022 voorziet vanaf 1 december 2022 in een reactiveringsprocedure. Binnen de 3 maanden na de vervaldatum van de ecocheques, kan de werknemer echter bij de uitgever van de ecocheques een eenmalige aanvraag doen tot reactivering. De eerste reactiveringsaanvraag van de werknemers is gratis ongeacht het aantal ecocheques waarvoor de activering wordt gevraagd. Eventuele latere aanvragen om reactivering kunnen worden onderworpen, ongeacht het aantal ecocheques waarop de aanvraag betrekking heeft, aan de betaling van een maximumbedrag van 5 euro ten laste van de werknemer tenzij de werknemer overmacht kan aantonen. Gereactiveerde ecocheques hebben een geldigheidsduur van drie maanden.

- De elektronische ecocheques mogen uitsluitend gebruikt worden voor de aankoop van producten en diensten met een ecologisch karakter die opgenomen zijn in de bijlage van de CAO nr. 98.

- De ecocheques kunnen geheel noch gedeeltelijk voor geld omgeruild worden.
- Het totale bedrag van de ecocheques die het Bestuur toekent, mag niet groter zijn dan 250,00€ per Kalenderjaar en per werknemer.
- Het aantal ecocheques en het brutobedrag ervan worden vermeld op de afrekening, bedoeld in artikel 15, eerste lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.
- Vóór het gebruik van de elektronische ecocheques kan de werknemer het saldo en de geldigheidsduur nagaan van de toegekende ecocheques die nog niet werden gebruikt.
- De ecocheques in een elektronische vorm kunnen enkel ter beschikking worden gesteld door een uitgever gezamenlijk erkend door de Minister bevoegd voor Sociale zaken, de Minister bevoegd voor Werk, de Minister bevoegd voor Zelfstandigen en de Minister bevoegd voor Economische zaken.
- Het gebruik van de elektronische ecocheques mag geen kosten voor de werknemer teweegbrengen.
- In geval van verlies of diefstal van zijn maaltijdcheques/ecocheques, moet de agent binnen de kortste termijn de afgifte firma en/of CARDSTOP (070 344 344) verwittigen.

Al de uitgevoerde transacties voor de aangifte van verlies of diefstal zijn onherroepbaar, zonder beroepsmogelijkheid van de agent tegen het Bestuur of de firma die de cheques aflevert.

Na de verklaring van verlies of diefstal zal de firma een nieuwe kaart voor de agent afleveren. Deze zal door de agent, behalve in geval van diefstal, betaald worden.

In ieder geval kan de kost van de vervangende drager de nominale waarde van één maaltijdcheque niet overschrijden indien de werkgever zowel elektronische maaltijdcheques als elektronische ecocheques toekent.

Artikel 5: Subsidie

De ONE kent aan de inrichtende machten een buitengewone subsidie toe. De subsidie komt overeen met een bedrag van 200€ per VTE (voltijdsequivalent) tewerkgesteld in het jaar 2022, vermeerderd met 2% om de beheerkosten te dekken.

Het bedrag van de subsidie wordt berekend op basis van de gegevens die zijn opgenomen in het personeelskadaster van ONE (“Mijn Team”).

De gegevens worden gestopt op 31 oktober 2021 en handmatig bijgewerkt door ONE op basis van nieuwe banen tot november 2022.

De bedragen die zijn beloofd via de verhoging van de multiplicator coëfficiënt (Brief van ONE van 26 juli 2021) kunnen worden gecumuleerd met deze uitzonderlijke subsidie om het voordeel te financieren.

Als het bedrag van de door de ONE betaalde subsidie lager is dan het bedrag dat aan deze maatregel is gerelateerd, moet de delta worden gefinancierd door de kinderopvang;

Als het bedrag van de door de ONE betaalde subsidie hoger is dan het bedrag dat betrekking heeft op deze maatregel, zoals vastgesteld tijdens een gewone controle van de boekhouding controledienst, zal de inrichtende macht worden verzocht het equivalent van het te veel betaalde bedrag terug te betalen.

Alleen psychomedisch-sociale en kinderverzorgsters voltijdse equivalenten werden gebruikt als basis voor de berekening van de buitengewone subsidie.

Er is geen rekening gehouden met VTE'S directie van kinderdagverblijven en VTE'S logistiek.

Omwille van billijkheidsredenen zal de ontvangen subsidie echter worden gebruikt om ecocheques uit te delen aan alle medewerkers van de kinderdagverblijven, ongeacht of zij al dan niet door ONE worden gesubsidieerd;

De subsidie wordt verdeeld over alle personeelsleden van kinderdagverblijven.

De nominale waarde van elke cheque wordt dan verlaagd van 200 € tot 170,61 € voor een personeelslid dat gedurende het hele jaar 2022 voltijds heeft gewerkt.

De waarde van de ecocheque wordt bepaald volgens de regel “prorata temporis”. Het bedrag van de ecocheque van de werknemer hangt af van de periodes waarin hij of zij in de gemeenlijk kinderdagverblijven heeft gewerkt.

Normale dagen van inactiviteit, zwangerschapsverlof en periodes van arbeidsongeschiktheid moeten echter als periodes van arbeid worden beschouwd.

Onderhavige beraadslaging zal in dubbel overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen en aan de “Office de la Naissance et de l’Enfance”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0008

Service Juridique

Adhésion aux centrales d’achat de Bruxelles Environnement pour les études de sol et travaux de traitement de sol

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant ce qui suit :

L'article 2,6°a et 7°b de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, permettent à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

L'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

L'article 47, §4 de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicataire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées, que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires.

Considérant que de telles centrales d’achat ont été mises en place par Bruxelles Environnement pour :

1° les études de sol. Cette centrale "études de sol" s'applique entre autres pour le prélèvement d'échantillons de sol, les analyses en laboratoire et la rédaction de plusieurs types d'études telle que la Reconnaissance de l'état du sol, Etude de risque,... (cf. le cahier des charges CSC2022H0123 en annexe).

2° les travaux de traitement des dégradations du sol (cf. le cahier des charges CSC2022H0268 en annexe).

Vu l'intérêt pour la Commune d'Auderghem de recourir à ces centrales d'achat qui permettront de réaliser des études de sol nécessaires pour les futurs projets de construction/rénovation de la commune et de prévoir les travaux de traitement des dégradations du sol ;

DECIDE :

- d'adhérer à la centrale d'achat de Bruxelles Environnement pour les études de sol ;
- d'approuver la convention régissant 'la centrale d'achat pour les études de sol à destination des administrations actives sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale - CSC 2022H0123".
- d'adhérer à la centrale d'achat de Bruxelles Environnement pour les travaux de traitement de sol;
- d'approuver la convention régissant 'la centrale d'achat pour les travaux de traitement des dégradations du sol destinée aux organismes publics bruxellois - CSC2022H0268".

Le Conseil approuve le projet de délibération.
23 votants : 23 votes positifs.

Juridische dienst

Toetreding tot de aankoopcentralen van Leefmilieu Brussel voor bodemonderzoeken en verontreinigingswerken

DE RAAD

Gelet op de Nieuwe gemeentewet,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Overwegende dat artikelen 2, 6^oa en 2,7^ob van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47 § 2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een aankoopcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten.

Overwegende dat dergelijke aankoopcentrales door Leefmilieu Brussel zijn opgericht voor

1^o bodemonderzoeken. Deze 'bodemonderzoeken' is onder meer belast met het nemen van bodemstalen, laboratoriumanalyses en het opstellen van verschillende soorten studies, zoals verkennend bodemonderzoek of risico-onderzoek, enz... (zie bijgevoegd bestek CSC2022H0123).

2^o behandeling van bodemaantasting (zie bestek CSC2022H0268 in bijlage) ;

Gezien het belang voor de gemeente Oudergem om een beroep te doen op deze aankoopcentralen, die het mogelijk zal maken om de bodemstudies uit te voeren die nodig zijn voor toekomstige bouw-en renovatieprojecten ;

BESLIST:

- toe te treden tot de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel voor bodemonderzoeken ;

- de overeenkomst 'aankoopcentrale voor bodemstudies voor besturen die actief zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - BB2022H0123' goed te keuren ;
- toe te treden tot de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel voor behandelingswerken van bodemdegradaties ;
- de overeenkomst 'aankoopcentrale voor behandelingswerken van bodemdegradaties bestemd voor Brusselse openbare instellingen - BB2022H0268' goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0009

Service Juridique

Adhésion à la centrale de marchés de Bruxelles Environnement destinée aux administrations bruxelloises pour des fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables pour les années 2023 à 2028

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance adoptée le 8 mai 2014 par le Parlement bruxellois relative à l'inclusion de clauses environnementales et éthiques dans les marchés publics ;

Considérant que les articles 2, 6° a) et 7° b) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, permettent à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2 de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant la nécessité de s'approvisionner en matériel de bureau (petites fournitures de bureau, tableaux, cachets) et articles de papeterie (papier, enveloppes imprimées) ;

Considérant que ces achats dépendent du budget ordinaire et qu'ils seront imputés sur différents articles de fournitures de bureau (123.02) ;

Vu que Bruxelles Environnement a lancé un nouveau marché public (procédure ouverte) pour les années 2023 à 2028 pour la fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises ;

Vu que notre commune pourra passer commande auprès des adjudicataires désignés par Bruxelles Environnement suivant les documents du marché et l'analyse des offres faites par Bruxelles Environnement.

DECIDE :

- d'adhérer à la centrale d'achat de Bruxelles Environnement pour la fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables ;
- d'approuver la charte de participation (réf.2022k258) ;
- d'imputer la dépense aux différents articles concernés...123.02 du budget

ordinaire de l'année 2023 et des budgets ordinaires 2024 à 2028, sous réserve d'une inscription budgétaire suffisante et d'approbation de celui-ci par les Autorités de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
23 votants : 23 votes positifs.

Juridische dienst

Toetreding tot de aankoopcentrale van van Leefmilieu Brussel bestemd voor de Brusselse besturen m.b.t. leveringen van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden voor de jaren 2023 tot 2028

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de ordonnantie van 8 mei 2014 van het Brussels Parlement betreffende de opname van milieu- en ethische clausules in de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat artikelen 2, 6° a) en 2, 7° b) van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden ;

Overwegende dat het artikel 47, § 2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren ;

Rekening houden met de noodzaak om kantoorbenodigdheden (kleine kantoorbenodigdheden, borden, postzegels) en papierbenodigdheden (papier, bedrukte enveloppen) aan te schaffen ;

Overwegende dat deze aankopen ten laste komen van de gewone begroting en dat ze ten laste komen van verschillende artikelen voor kantoorbenodigdheden (123.02) ;

Gelet op het feit dat Leefmilieu Brussel een nieuwe overheidsopdracht (openbare procedure) heeft uitgeschreven voor de jaren 2023 tot 2028 voor de levering van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen ;

Gelet op het feit dat onze gemeente bestellingen zal kunnen plaatsen bij de door Leefmilieu Brussel aangeduide opdrachtnemers , overeenkomstig het bestek en de analyse van de offertes door Leefmilieu Brussel.

BESLIST :

- toe te treden tot de aankoopcentrale van Leefmilieu Brussel voor levering van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden ;
- het deelnamecharter goed te keuren (ref.2022k258) ;
- de uitgaven ten laste te brengen van de verschillende betrokken artikelen...123.02 van de gewone begroting voor het jaar 2023 en, onder voorbehoud van voldoende budgettaire voorzieningen en goedkeuring door de toezichthoudende overheid, voor de gewone begrotingen van de jaren 2024 t.e.m. 2028

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0010

Service Juridique

Introduction d'un recours au tribunal de première instance de Bruxelles à l'encontre des taxes régionales sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes - Exercice d'imposition 2022 - Autorisation d'ester en justice

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, article 270 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins ci-jointe ;

DECIDE :

-d'autoriser le Collège à introduire un recours au tribunal de première instance de Bruxelles à l'encontre des taxes régionales sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes - Exercice d'imposition 2022.

-de charger le Secrétaire communal et la Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Juridische dienst

Aantekening van een beroep in de rechtbank van eerste aanleg van Brussel tegen de gewestelijke belastingen op de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen - Aanslagjaar 2022 - Machtiging om gerechtelijke procedures in te dienen

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet; artikel 270;

Overwegende de bijgevoegde beslissing van het College van burgmeester en schepenen ;

BESLIST

-het College te machtigen om een beroep in de rechtbank van eerste aanleg van Brussel te aantekenen tegen de gewestelijke belastingen op de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen - Aanslagjaar 2022.

-belast de Gemeentesecretaris en de Burgemeester van de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0011

Service Juridique

Introduction d'une requête d'appel à l'encontre d'un jugement prononcé par le tribunal de première instance de Bruxelles le 8 mai 2023 (aff. (2021/3628/A) et concernant une taxe sur les immeubles inoccupés, exercice d'imposition 2020 - Autorisation d'introduire un appel

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, article 270 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 16 mai 2023 (#002/16.05.2023/B/0015#) ;

DECIDE :

- d'autoriser le Collège à introduire une requête d'appel à l'encontre d'un jugement prononcé par le tribunal de première instance de Bruxelles le 8 mai 2023 (aff. 2021/3628/A) et concernant une taxe sur les immeubles inoccupés pour l'exercice d'imposition 2020 ;
- de charger le Secrétaire communal et le Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
23 votants : 23 votes positifs.

Juridische dienst

Beroep tegen een vonnis van het rechtbank van eerste aanleg van 8 mei 2020 (aff. 2021/3628/A) en betreffende een ingekohierd belasting op een onbewoond gebouw - Aanslagjaar 2020 - Machtiging om een beroep in te dienen

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet; artikel 270;

Overwegende de beslissing van het College van burgmeester en schepenen van 16 mei 2023 (#002/16.05.2023/B/0015#) ;

BESLIST

- het College te machtigen om een beroep in te dienen tegen een vonnis van het rechtbank van eerste aanleg van 8 mei 2023 (aff. 2021/3628/A) en betreffende een ingekohierd belasting op de onbewoonde gebouwen - Aanslagjaar 2020 ;
- belast de Gemeentesecretaris en de Burgemeester van de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0012

Ressources Humaines

Approbation d'une convention-type de stage pour l'année 2023-2024 avec l'Établissement d'enseignement spécialisé Sainte-Bernadette .

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117;

Considérant ce qui suit :

L'intégration d'étudiants stagiaires contribue la politique communale de diversité.

Il est proposer de conclure une convention-type de stage scolaire avec l'établissement d'enseignement spécialisé Sainte-Bernadette portant sur l'intégration, le suivi et l'encadrement d'étudiants commis de cuisine/commis de salle, carreleur, paveur, ouvrier polyvalent, peintre, etc. durant l'année scolaire 2023-2024 ;

DECIDE

- de marquer son accord sur la convention-type de stages scolaires portant sur l'intégration, le suivi et l'encadrement d'étudiants stagiaires durant l'année scolaire 2023-2024 entre l'Établissement Sainte-Bernadette, Square du Sacré-Coeur 2 à 1160 Auderghem n° d'entreprise 0412.680.857 et l'administration communale
- de déléguer au Collège l'approbation des conventions individuelles de stage.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
23 votants : 23 votes positifs.

Human Resources

Goedkeuring van een modelopleidingsovereenkomst voor het jaar 2023-2024 met de school voor buitengewone onderwijs Sainte-Bernadette

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117;

Overwegende het volgende

De integratie van stagiairs draagt bij tot het gemeentelijk diversiteitsbeleid.

Er wordt voorgesteld om een modelopleidingsovereenkomst af te sluiten met de school voor buitengewone onderwijs Sainte-Bernadette voor de integratie, opvolging en begeleiding van leerling-keukenhulpen/zaalbedienden, tegelzetter, stratenmakers, polyvalente arbeiders, schilders, enz. tijdens het schooljaar 2023-2024;

BESLIST

- in te stemmen met de modelopleidingsovereenkomst met betrekking tot de integratie, opvolging en begeleiding van stagiairs tijdens het schooljaar 2023-2024 tussen de Établissement Sainte-Bernadette, Sacré-Coeurplein 2, 1160 Oudergem, ondernemingsnummer 0412.680.857 en het gemeentebestuur
- de goedkeuring van de individuele stageovereenkomsten te delegeren aan het College.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0013

Culture

Liquidation de subsides prévus au budget ordinaire de l'exercice 2023 en faveur des associations culturelles et des sociétés patriotiques.

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2023 prévoit des dépenses à l'article 762/33202.

Décide

- d'approuver les comptes de bilan 2022 et/ou rapports d'activités
- d'autoriser la liquidation des subventions prévues au budget ordinaire de l'exercice 2023, à l'article 762/33202, en faveur des associations culturelles et patriotiques suivantes pour un montant de 1.875,00 €

1. A.W.W.A (Association Wallonne de la Woluwe-Auderghem)€	300,00
2. Tradidanse asbl	€ 350,00
3. Ensemble Polyphonia	€ 550,00

4. Les amis de la Forêt de Soignes	€	75,00
5. Union touristique Les amis de la Nature - section de Boitsfort	€	75,00
6. Amnesty International	€	150,00
7. Club photo Click'Oderghem	€	375,00
<u>TOTAL</u>	€	<u>1.875,00</u>

- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.

La présente délibération, sous forme d'un bref exposé, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoir Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Cultuur

Uitbetaling der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2023 voor de culturele en vaderlandslievende verenigen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 december 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2023 een uitgave voorziet op artikel 762/33202;

Besluit

- de rekeningen en balans 2022 en/of activiteitenverslagen goed te keuren.
- de uitkering der toelages ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2023, op artikel 762/33202, voor de volgende culturele en vaderlandslievende verenigen, bedraagt 1.875,00 €.

1. A.W.W.A (Association Wallonne de la Woluwe-Auderghem)	€	300,00
2. Tradidanse asbl	€	350,00
3. Ensemble Polyphonia	€	550,00
4. Les amis de la Forêt de Soignes	€	75,00
5. Union touristique Les amis de la Nature - section de Boitsfort	€	75,00
6. Amnesty International	€	150,00
7. Club photo Click'Oderghem	€	375,00
<u>TOTAL</u>	€	<u>1.875,00</u>

- het College van Burgmeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.

Dit overleg, in de vorm van een korte verklaring, zal worden toegezonden aan de Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die bevoegd is voor de plaatselijke overheden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0014

Culture

Liquidation du subsidé prévu au budget ordinaire de l'exercice 2023 en faveur de l'asbl Cheval & Forêt

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu sa délibération du 7 décembre 1984 approuvant la réglementation relative aux modalités d'exécution ;

Considérant que le budget ordinaire de l'exercice 2023 prévoit des dépenses à l'article 7621/33202 ;

Décide

d'approuver le compte de bilan 2022 de l'a.s.b.l. Cheval & Forêt

d'autoriser la liquidation de la subvention prévue au budget ordinaire de l'exercice 2023, à l'article 7621/33202, en faveur de l'a.s.b.l. Cheval & Forêt, d'un montant de 30.000,-€

de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de cette décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Cultuur

Uitbetaling der toelage ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2023 voor de vzw Cheval & Forêt

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op zijn beraadslaging van 7 décembre 1984 houdende goedkeuring van de reglementering terzake;

Gezien de gewone begroting van het dienstjaar 2023 een uitgave voorziet op artikel 7621/33202;

Beslist

de rekening en balans 2022 goed te keuren

de uitkering der toelage ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2023, op artikel 7621/33202, voor de v.z.w. Cheval & Forêt, bedraagt 30.000,-€

Het College van Burgmeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van die beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

Cabinet du Bourgmestre

Organisation du Beau Vélo de Ravel le 19 août 2023 - Convention fixant les modalités d'organisation entre la RTBF et la Commune - Ratification

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et suivants de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'organisation par la RTBF le samedi 19 août 2023 du Beau Vélo de Ravel au départ et à l'arrivée de Rouge-Cloître ;

Vu la convention et le cahier des charges conclu entre la RTBF et la Commune établissant les tâches à charge de la Commune ;

Considérant que la convention a été transmise par mail au Cabinet du Bourgmestre le 18 juin 2023 et que, par conséquent, il était impossible de faire passer cette convention au Conseil communal avant le déroulement de cette journée.

DECIDE

De ratifier la convention ci-annexée ainsi que son annexe reprenant le cahier des charges .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Kabinet van de Burgemeester

Organisatie van de Beau Vélo de Ravel op 19 augustus 2023 - Overeenkomst tot vaststelling van de voorwaarden van de organisatie tussen RTBF en de Gemeente - Bekrachtiging

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en volgende van de Nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de organisatie door de RTBF op zaterdag 19 augustus 2023 van de Beau Vélo de Ravel met vertrek en aankomst van Rood-Klooster ;

Gelet op de overeenkomst en de lastenkohier tussen RTBF en de Gemeente waarin de door de gemeente uit te voeren taken worden beschreven ;

Overwegende dat de overeenkomst op 18/06/2023 per e-mail aan het Kabinet van de Burgemeester is toegezonden en dat het bijgevolg onmogelijk was deze overeenkomst vóór die dag aan de Gemeenteraad voor te leggen

BESLUIT

De bijgevoegde overeenkomst alsook haar bijlage bevatten de lastenkohier te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

Planification d'urgence

Convention entre la société WEngage et la commune d'Auderghem dans le cadre des missions de planification d'urgence et de gestion de crise

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention;

Revu sa délibération 002/29.11.2018/A/0020 portant "Fourniture du portail

informatique pour l'alerte et l'information de la population en situation de crise (BE-Alert) - Conventions avec le Centre de Crise - Approbation" ;

DECIDE ;

D'approuver la convention avec WEngage

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Noodplanning

Overeenkomst tussen de maatschappij WEngage en de gemeente Oudergem in het kader van de noodplanning en het crisisbeheer

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen;

Gelet op de beraadslaging 002/29.11.2018/A/0020 houdende "Levering van een webportaal voor de alarmering van en de informatie aan de bevolking in crisissituaties (BE-Alert) - Overeenkomsten met het Crisiscentrum - Goedkeuring" ;

BESLUIT :

het overeenkomst met WEngage

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0017

Enseignement - Formation

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - Pool local de remplacement - Année scolaire 2022-2023 : Convention de partenariat entre la Commune de Woluwe-Saint-Pierre (pouvoir organisateur porteur) et les Communes d'Auderghem et de Watermael-Boitsfort (pouvoirs organisateurs partenaires) - Ratification.

LE CONSEIL,

Vu le décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles du 30 novembre 2022, "instituant un dispositif expérimental créant un pool local de remplacement pour l'année scolaire 2023-2024 et contenant des mesures diverses en vue de lutter contre la pénurie d'enseignants", et prévoyant l'octroi de périodes complémentaires aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement primaire ordinaire des zones de Bruxelles et de Hainaut Sud, pour l'année scolaire 2023-2024, afin de leur permettre de constituer un pool local de remplacement;

Considérant que notre Pouvoir Organisateur se voit octroyé 8 périodes pour ce pool remplacement en vue de recruter un enseignant pour des remplacements de courte durée;

Attendu que le décret susmentionné spécifie : « Un pouvoir organisateur qui n'obtient pas 24 périodes « pool » ne peut pas activer seul le dispositif puisqu'il ne peut pas créer un emploi d'instituteur primaire à prestations complètes. Il ne peut bénéficier du dispositif que s'il conclut une convention de partenariat avec un/des autre(s) pouvoir(s) organisateur(s);

Attendu que les communes de Watermael-Boitsfort et de Woluwe-Saint-Pierre se sont vues octroyer respectivement 7 périodes et 9 périodes « pool de remplacement » et qu'elles ont le souhait de mener une collaboration avec notre PO pour bénéficier d'un équivalent temps plein;

Attendu que cette collaboration doit faire l'objet d'une convention sur base d'un modèle type fourni par la Fédération Wallonie-Bruxelles;

Attendu que les différents services communaux concernés ont complétés ladite convention et fixé des modalités pratiques qui agréent à toutes les parties (dont notamment une répartition dudit temps plein en trois périodes fixées par avance);

Attendu que les représentants syndicaux ont accepté à l'unanimité ladite convention;

Vu la décision du Collège échevinal du 13 juin 2023 #002/13.06.2023/B/0040# portant approbation, sous réserve de ratification par le Conseil communal, de la convention de partenariat 2023-2024 entre les pouvoirs organisateurs d'Auderghem, Watermael-Boitsfort et Woluwe-Saint-Pierre, en vue de la création d'un Pool local de remplacement permettant de recruter un enseignant subventionné pour des remplacements de courte durée dans les trois communes concernées;

DECIDE

De ratifier l'accord sur la convention de partenariat 2023-2024 entre les pouvoirs organisateurs d'Auderghem, Watermael-Boitsfort et Woluwe-Saint-Pierre, en vue de la création d'un "Pool local de remplacement" permettant de recruter un enseignant subventionné pour des remplacements de courte durée dans les trois communes concernées.

La présente délibération ainsi que la convention seront transmises aux parties intéressées.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Onderwijs - vorming

BASISONDERWIJS - Lokale vervangingspool - Schooljaar 2022-2023:

Partnerschapsovereenkomst tussen de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe (leidende organiserende overheid) en de Gemeenten Oudergem en Watermaal-Bosvoorde (partners organiserende overheden) - Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van de "Fédération Wallonie-Bruxelles" van 30 november 2022, "tot instelling van een experimenteel systeem voor de vorming van een lokale vervangingspool voor het schooljaar 2023-2024 en houdende diverse maatregelen ter bestrijding van het lerarentekort", en tot toekenning van bijkomende termijnen aan de organiserende instanties van het gewoon lager onderwijs in de zones Brussel en Zuid-Henegouwen, voor het schooljaar 2023-2024, teneinde hen in staat te stellen een lokale vervangingspool te vormen;

Overwegende dat ons organiserend gezag voor deze vervangingspool 8 periodes heeft gekregen om een leraar aan te werven voor vervangingen op korte termijn:

Het voornoemde decreet preciseert: "Een organiserende overheid die geen 24 "poolperiodes" verkrijgt, kan het systeem niet alleen activeren, aangezien zij geen baan van leraar in het lager onderwijs met volledige voordelen kan creëren. Zij kan alleen van de regeling profiteren als zij een partnerschapsovereenkomst sluit met een of meer andere organiserende instanties;

Overwegende dat aan de gemeenten Watermaal-Bosvoorde en Sint-Pieters-Woluwe respectievelijk 7 en 9 "vervangingspool"-periodes zijn toegekend en dat zij met onze PO wensen samen te werken om van een voltijds equivalent te kunnen profiteren;

Voor deze samenwerking moet een overeenkomst worden gesloten op basis van een door de "Fédération Wallonie-Bruxelles" verstrekt standaardmodel;

Overwegende dat de verschillende betrokken gemeentelijke diensten de genoemde overeenkomst hebben aangevuld en praktische regelingen hebben getroffen die voor alle partijen aanvaardbaar zijn (waaronder met name een verdeling van het genoemde

voltijdsequivalent in drie vooraf vastgestelde perioden);

De vakbondsvertegenwoordigers hebben deze overeenkomst unaniem aanvaard;

Gelet op het besluit van het schepencollege van 13 juni 2023 #002/13.06.2023/B/0040# tot goedkeuring, onder voorbehoud van bekrachtiging door de gemeenteraad, van de partnerschapsovereenkomst 2023-2024 tussen de organiserende overheden van Oudergem, Watermaal-Bosvoorde en Sint-Pieters-Woluwe, met het oog op de oprichting van een lokale vervangingspool die de aanwerving van een gesubsidieerde leerkracht voor vervangingen op korte termijn in de drie betrokken gemeenten mogelijk maakt.

BESLUIT

Het akkoord over de partnerschapsovereenkomst 2023-2024 tussen de organiserende overheden van Oudergem, Watermaal-Bosvoorde en Sint-Pieters-Woluwe bekrachtigen, met het oog op de oprichting van een "lokale vervangingspool" die de aanwerving van een gesubsidieerde leerkracht voor kortetermijnvervangingen in de drie betrokken gemeenten mogelijk maakt.

Deze beraadslaging en het akkoord zullen aan de betrokken partijen worden toegezonden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0018

Urbanisme

Mission relative à la performance énergétique du bâtiment - subsidiation - renouvellement de la convention de subside pour le traitement des agents préposés

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant ce qui suit :

Dans le cadre d'une nouvelle réglementation européenne adaptée au droit bruxellois portant sur les économies d'énergie dans les bâtiments (la « PEB »), l'IBGE a proposé en 2008 aux communes bruxelloises d'engager un agent spécifiquement chargé de la mission du suivi des volets PEB, volets dorénavant joints aux demandes de Permis d'Urbanisme ;

Une première convention portant sur une subvention à 100 % du traitement de l'agent chargé de la mission, sur la description de sa mission ainsi que sur les conditions de subvention a été signée entre notre administration et l'IBGE en janvier 2009 ;

Le renouvellement pour les années 2010 à 2022 de cette convention de mission et de subsidiation ont été soumis à l'approbation de votre Conseil respectivement en date du 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016, 29/06/2017, 29/06/2018, 17/06/2019, 24/09/2020, 30/09/2021, et 29/09/2022 ;

Une nouvelle convention est proposée pour la période du 01/01/2023 au 31/12/2023 à l'approbation du Conseil Communal.

DECIDE:

- de marquer son accord sur le renouvellement de la convention, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante et portant sur la subsidiation ainsi que la mission de suivi des volets PEB joints aux demandes de Permis d'Urbanisme ;

La présente délibération sera transmise, sous la forme d'un bref exposé, à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles Capitale en charge des Pouvoirs locaux et, en

double exemplaire, à la Ministre de l'Environnement et à Bruxelles Environnement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Stedenbouw

Opdracht betreffende de energie prestatie van het gebouw - subsidiëring overeenkomst - hernieuwing van de subsidie-overeenkomst voor het loon van de aangestelde beampten

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117;

Overwegende wat volgt:

In het kader van de nieuwe Europese wetgeving aangepast aan het Brussels recht inzake de energiebesparing in gebouwen (de "EPB"), heeft het BIM in 2008 aan de Brusselse gemeenten voorgesteld om een medewerker aan te werven die specifiek gelast is met het opvolgen van de EPB-formulieren, die voortaan bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd dienen te worden ;

Een eerste overeenkomst die een subsidie van 100% voorziet van de wedde van de medewerker belast met deze taak, en waarin de beschrijving van zijn opdracht evenals de subsidievoorwaarden opgenomen zijn, werd ondertekend tussen ons gemeentebestuur en het BIM in januari 2009 ;

De hernieuwing voor 2010 tot en met 2022 van deze overeenkomst inzake de opdracht en de subsidiëring werd ter goedkeuring voorgelegd aan uw Raad op 24/06/10, 24/08/11, 08/01/13, 24/10/13, 23/10/2014, 24/09/2015, 29/09/2016, 29/06/2017, 29/06/2018, 27/06/2019, 24/09/2020, 30/09/2021 en 29/09/2022 ;

Een nieuwe overeenkomst is nu voor de periode van 01/01/2023 tot en met 31/12/2023 aan de Raad ter goedkeuring voorgelegd.

BESLIST :

- Om zijn goedkeuring te verlenen aan de vernieuwing van de overeenkomst die het aanhangsel vormt van de huidige beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, en die betrekking heeft op het opvolgen van de EPB-formulieren die bij de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen gevoegd worden ;

Onderhavige beraadslaging zal in de vorm van een beknopt verslag overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen en, in dubbel exemplaar, aan de Minister van Leefmilieu en aan Leefmilieu Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0019

Sport

Conception et réalisation (« Design & Build ») d'un Skate-Park intégré sous le viaduc de Watermael

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, le articles 234 et suivants;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les

secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 septembre 1991 définissant le classement des travaux selon leur nature en catégories et sous-catégories relativement à l'agrément des entrepreneurs ;

Vu le souhait de construire un skate-park sous le viaduc à hauteur de la chaussée de Watermael ;

Vu qu'une telle structure est actuellement inexistante sur Auderghem ;

Vu que le projet d'un skate-park à cet endroit s'inscrit dans le volet stratégique du projet de plan d'aménagement directeur (PAD) Hermann Debroux ou il est notamment écrit :

L'espace sous le viaduc est aménagé pour accueillir des activités urbaines comme un skate-park ou autre activité ludique adaptée au quartier ;

Vu que l'endroit est à bonne distance des habitations minimisant ainsi le risque de nuisances sonores ;

Vu qu'il s'agit d'une demande émanant de la participation citoyenne & que des pétitions ont été envoyées l'administration communale ;

Vu que nous avons obtenu un accord de principe de Bruxelles Mobilité pour utiliser l'espace sous le viaduc pour la création d'un skate-park ;

Vu que l'utilisation de la procédure négociée directe prévue à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016 se justifie au regard du fait les travaux envisagés impliquent des questions de conceptions et de choix techniques qui doivent pouvoir être discutés en phase de négociation afin de choisir l'offre la plus avantageuse au regard de l'objectif à atteindre en termes d'aménagement, d'intégration dans le bâti existant et d'adéquation avec les exigences sportives" ;

Vu les commentaires de la Tutelle concernant ce Marché suite à la délibération du Conseil Communal du 29 juin 2023 décidant l'approbation du Cahier des Charges et l'approbation de la dépense (réf. #002/29.06.2023/A/0021#), ce même point est relancé à l'identique avec des corrections afin de tenir compte des commentaires de la tutelle.

Vu que le montant global alloué au Projet est estimé à 330.000 € TVAC, réparti de la façon suivante :

- Montant du marché Design & Build = 278.300 € TVAC
- Déplacement de la station Villo : 9.000 € TVAC
- Imprévision (environ 15%) : 42.700 € TVAC

Vu qu'un montant de 30.000€ était prévu pour une étude pour la création d'un skate-park et est disponible à l'article budgétaire 764/72460 du budget extraordinaire 2023 ;

Vu qu'une modification budgétaire de 300.000 € est nécessaire à l'article 764/724.60 « Etude pour la création d'un skate-park » du budget extra 2023 ;

Vu que la compensation se fera sur l'article budgétaire 421/735.60 « Travaux trottoirs et voiries » du budget extraordinaire 2023 sur lequel un montant de 1.262.256,66€ est disponible

Vu le cahier spécial des charges n°23/2023 destiné à régir cette entreprise ;

Vu l'avis de publication en annexe ;

DECIDE :

- d'établir un marché de travaux (design and build) pour la construction d'un skate-park sous le viaduc, par procédure négociée directe avec publication préalable et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°23/2023 ;

- d'approover le Cahier Spécial des Charges 23-2023 pour la conception et réalisation (« Design & Build ») d'un Skate-Park intégré sous le viaduc de Watermael
- d'approover l'avis de publication en annexe ;
- d'approover la dépense, estimée à 330.000 € TVAC pour le projet global ;
- d'approover la modification budgétaire ;
- d'imputer cette dépense à l'article 764/72560 «Création d'un skate-park» du budget extraordinaire de 2023.

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale ayant en charge les Pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
23 votants : 23 votes positifs.

Sport

Ontwerp en bouw ("Design & Build") van een geïntegreerd skatepark onder het Watermaelviaduct

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234 en volgende ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken.

Gelet op het Ministerieel besluit van 27 september 1991 tot nadere bepaling van de indeling van de werken volgens hun aard in categorieën en ondercategorieën met betrekking tot de erkenning van de aannemers.

Gezien de wens om een skatepark aan te leggen onder het viaduct ter hoogte van de Watermaalsesteenweg;

Aangezien een dergelijke structuur momenteel niet bestaat in Oudergem;

Aangezien het project voor een skatepark op deze locatie deel uitmaakt van het strategische gedeelte van het Richtplan van aanleg Herrmann -Debroux (RPA), waarin onder andere staat :

De ruimte onder het viaduct zal worden ontwikkeld om plaats te bieden aan stedelijke activiteiten zoals een skatepark of een andere recreatieve activiteit die geschikt is voor de wijk;

Gezien het feit dat de locatie ver verwijderd is van woningen, waardoor het risico van geluidsoverlast tot een minimum wordt beperkt;

Aangezien dit een verzoek is dat voortkomt uit burgerparticipatie en er petitie naar het gemeentebestuur zijn gestuurd;

Aangezien we een principeakkoord hebben gekregen van Brussel Mobiliteit om de ruimte onder het viaduct te gebruiken om een skatepark aan te leggen;

Gelet het gebruik van de rechtstreekse onderhandelingsprocedure voorzien in artikel 41 van de wet van 17 juni 2016 gerechtvaardigd is gelet op het feit dat de voorgenomen werken ontwerpkeuzes en technische keuzes met zich meebrengen die tijdens de onderhandelingsfase moeten kunnen worden besproken om de voordeligste offerte te kiezen ten aanzien van het te bereiken doel op het gebied van indeling, integratie op de bestaande site en geschiktheid voor sportieve eisen";

Rekening houdend met de opmerkingen van de Toezicht over dit opdracht na de

beraadslaging van het Raad van 29 juni 2023 waarbij het bestek en de uitgaven werden goedgekeurd (réf. #002/29,06.2023/A/0021#), wordt ditzelfde punt op identieke wijze opnieuw behandeld met correcties om rekening te houden met de opmerkingen van de Toezicht.

Gezien het feit dat het totale aan het Project toegewezen bedrag wordt geraamd op 330.000 € incl. BTW, als volgt verdeeld:

- Bedrag van de opdracht Design & Build = 278.300 € incl. BTW
- Het verplaatsen van het Villo-station : 9.000 € incl. BTW
- Onvoorziene kosten (ongeveer 15%) : 42.700 € incl. BTW

Gezien er een bedrag van 30.000 € voorzien is voor een studie voor de oprichting van een skatepark en beschikbaar is op het artikel 764/724.60 van de buitengewone begroting van 2023;

Overwegende dat een begrotingswijziging van 300.000 € nodig is van het artikel 764/724.60 "Studie voor de aanleg van een skatepark" van de buitengewone begroting van 2023;

Overwegende dat de compensatie zal worden uitgevoerd op het artikel 421/735.60 "Stoep- en wegenwerken" van de buitengewone begroting van 2023, waar een bedrag van 1.262.256,66 € beschikbaar is ;

Gelet op het bijzonder bestek n°23/2023 bestemd voor deze onderneming;

Gezien het publicatiebericht, als bijlage ;

BESLIST:

- om een opdracht voor werken (design & build) op te stellen voor de bouw van een skatepark onder het viaduct, via een rechtstreekse onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, en de voorwaarden voor de gunning van de opdracht vast te stellen overeenkomstig het bijzonder bestek n°23/2023 ;
- om het bijzonder bestek n°23-2023 voor het ontwerp en de bouw van een geïntegreerde skatepark onder het viaduct van Watermaal goed te keuren
- om de bekendmaking, als bijlage, goed te keuren;
- om de uitgave, geraamd op 330.000 € incl. BTW voor het totale project, goed te keuren;
- om de begrotingswijziging goed te keuren;
- om deze uitgave in te voeren op het artikel 764/725.60 "Aanleg van een skatepark" van de buitengewone begroting van 2023 ;

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel exemplaar, overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0020

Animations

Règlement sur les conditions de prêt du matériel communal - modification

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, l'article 117 ;

Vu le règlement sur les conditions de prêt de matériel communal de la séance du 26/02/15 (#002/26.02.2015/A/0008#) qui est abrogé et remplacé par le présent règlement.

Considérant ce qui suit :

La Commune d'Auderghem reçoit des demandes de prêt de matériel communal pour diverses festivités de la part de citoyens mais également de commerçants ;

Les conditions sur le prêt de matériel communal sont établies dans un règlement ci-dessous ;

DECIDE

D'approuver le nouveau règlement sur les conditions de prêt du matériel communal.

Article 1

Tout citoyen auderghemois qui organise, sur le territoire d'Auderghem, une activité publique sans but lucratif peut solliciter un prêt de matériel.

Article 2

Tout commerçant ayant son activité commerciale sur le territoire auderghemois et qui souhaite organiser une activité à Auderghem peut solliciter un prêt de matériel, et ce, à titre gratuit. La gratuité sera accordée uniquement pour la première demande. Si une nouvelle demande de prêt de matériel est introduite par le même commerçant au cours d'une période de 12 mois, la gratuité ne s'appliquera plus sauf si les fonds récoltés lors de cette activité sont reversés à une œuvre caritative.

Article 3

La durée du prêt est limitée à une semaine en fonction des disponibilités en matériel de la commune, les activités communales étant prioritaires sur toute autre organisation.

Article 4

La demande de prêt doit être adressée au Collège des Bourgmestres et Echevins au plus tard 30 jours avant la période de prêt sollicitée via le formulaire standard en ligne sur le site www.auderghem.be.

Toute demande hors de ce délai minimum pourra être refusée. En cas de modification de la demande initiale, ce même délai de 30 jours est d'application.

Si la demande est introduite par une personne morale, elle doit être signée par une personne physique habilitée à la représenter. Le ou la signataire de la demande est, dans tous les cas, responsable du prêt.

Article 5

En cas d'accord du Collège, le demandeur recevra un courrier précisant le matériel et les quantités qui seront prêtées ainsi que la période du prêt. Le demandeur sera dès lors appelé "l'emprunteur".

Article 6

La responsabilité de l'emprunteur est engagée dès la réception du matériel et jusqu'à sa restitution. En cas de défaillance de l'emprunteur, la personne privée ayant signé la demande de prêt est engagée juridiquement.

Le matériel prêté appartient au domaine public communal. Il est et demeure la propriété insaisissable de l'administration. Toute cession de matériel à un tiers est strictement interdite.

Le matériel prêté devra être stocké dans un espace sécurisé et à l'abri des intempéries.

L'emprunteur s'engage à utiliser le matériel en "bon père de famille" et à le restituer au terme convenu en parfait état de fonctionnement et de propreté. Il est interdit d'apporter des modifications quelconques au matériel prêté.

En cas de non-restitution ou de dégradation du matériel, l'emprunteur sera tenu de remplacer le matériel à l'identique endéans les 30 jours de la date de restitution initiale.

Le non-respect des dispositions ci-avant expose l'emprunteur à voir ses demandes de prêt ultérieures refusées.

L'emprunteur exonère expressément l'administration de toute responsabilité en cas de

dommage ou d'accident survenant à lui-même ou à des tiers à la suite du transport ou de l'utilisation du matériel prêté. En cas de mise en cause de la commune, l'emprunteur interviendra en garantie.

Il s'engage à contracter une assurance couvrant la responsabilité d'organisateur et d'emprunteur et veillera à la remise en état de l'Espace public après l'activité.

Article 7

Le transport sera effectué par le service Voirie aux date et heure préalablement fixées et à l'endroit convenu avec l'emprunteur ou son représentant qui s'engage à être sur place pour réceptionner le matériel.

L'emprunteur ou son représentant vérifie si le matériel délivré est en bon état, et si les quantités fournies correspondent aux indications figurant sur le courrier confirmant l'accord du Collège échevinal.

Dans le cas où le matériel est déposé sans vérification préalable, il est entendu que ce sera sous l'entière responsabilité de l'emprunteur.

Article 8

Le matériel sera repris par le service Voirie aux date et heure préalablement fixées et à l'endroit convenu avec l'emprunteur ou son représentant qui s'engage à être sur place pour restituer le matériel.

La vérification de l'état du matériel sera effectuée par l'agent de l'administration qui dressera son rapport en cas de constatation de dégradation du matériel.

Article 9 :

La redevance devra être versée par l'emprunteur avant les opérations de prêt, au compte BE05 0910 0013 0775 au nom de l'Administration communale d'Auderghem, sous peine de nullité du prêt, à moins que la gratuité n'ait été accordé par le Collège.

Le Collège échevinal peut accorder la gratuité du prêt ou d'une partie du prêt :

- Pour les fêtes d'école, fêtes de quartiers et fêtes des voisins organisées sur le territoire communal;
- Lorsque l'activité est reconnue d'utilité publique ou d'intérêt communal;
- Pour la première demande annuelle d'un citoyen auderghemois.

Redevance :

Transport intra-communal : forfait de 10,00€

Fermeture de rues – barrières Nadar : forfait de 5,00€

Panneaux d'interdiction de stationnement : forfait de 5,00€

Les tables et chaises ou bancs sont loués à 1,00€/pièce.

Article 10

Les panneaux d'interdiction de stationner déposés sur la voie publique par les agents communaux ne pourront en aucun cas être déplacés sans autorisation préalable.

Article 11

Le présent règlement remplace le précédent et entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication par voie d'affichage et mise en ligne sur le site internet de la Commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Animatie

Voorwaarden voor het uitlenen van gemeentelijk materiaal - wijziging

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 ;

Gelet op het reglement op de voorwaarden voor het uitlenen van gemeentelijk materieel van 26 februari 2015 (#002/26.02.2015/A/0008#) dat door dit reglement

afgeschaft en vervangen wordt;

Gezien wat volgt:

De gemeente Oudergem ontvangt zowel van bewoners als winkeliers aanvragen om gemeentelijk materiaal uit te lenen voor verschillende festiviteiten;

De voorwaarden voor het uitlenen van gemeentelijke apparatuur worden uiteengezet in de onderstaande regels;

BESLIST

het reglement over de uitleenvoorwaarden voor gemeentelijk materieel goed te keuren.

Artikel 1

Elke inwoner van Oudergem die een openbare activiteit zonder winstoogmerk organiseert in de stad Oudergem kan de uitlening van materiaal aanvragen.

Artikel 2

Elke handelaar met een commerciële activiteit in de buurt van Oudergem die een activiteit in Oudergem wenst te organiseren, kan gratis de uitlening van materiaal aanvragen. Het gratis gebruik wordt enkel toegekend voor de eerste aanvraag. Als dezelfde handelaar binnen een periode van 12 maanden een nieuwe aanvraag voor het lenen van materiaal indient, vervalt de gratis bruikleen, tenzij de opbrengst van de activiteit aan een goed doel wordt geschonken.

Artikel 3

De duur van de huur of uitlening wordt beperkt tot één week in functie van beschikbaarheid van het gemeentelijk materiaal. Gemeentelijke activiteiten hebben voorrang.

Artikel 4

De duur van de huur of uitlening wordt beperkt tot één week in functie van beschikbaarheid van het gemeentelijk materiaal. Gemeentelijke activiteiten hebben voorrang.

De huur- of uitleenaanvraag is gericht aan het college van Burgemeester en Schepenen ten laatste 30 dagen voor het begin van de uitleenperiode. Ze wordt on line ingevoerd via een standaard formulier dat beschikbaar is op de website www.oudergem.be.

Aanvragen buiten de termijn van 30 dagen kunnen geweigerd worden.

Indien de aanvraag door een rechtspersoon wordt ingediend, moet deze worden ondertekend door een natuurlijke persoon die gemachtigd is hem te vertegenwoordigen. In ieder geval, wordt de ondertekenaar van de aanvraag verantwoordelijk voor de lening.

Artikel 5

Indien het College de aanvraag goedkeurt zal de aanvrager een brief ontvangen waarin de aard van het materiaal, de hoeveelheid en de huur-of uitleningsduur zullen vermeld zijn.

Vanaf dan bent u de “huurder of lener”.

Artikel 6

Vanaf ontvangst van het materiaal tot aan de teruggave en het nazicht ervan door een gemeentelijke ambtenaar is de huurder/lener er verantwoordelijk voor. Ingeval van nalatigheid van de huurder/lener is de natuurlijke persoon die de aanvraag tekende juridisch verantwoordelijk.

Het gehuurde/uitgeleende materiaal maakt deel uit van de gemeentelijke openbare ruimte. Het is en blijft een niet voor beslag vatbare eigendom van het gemeentebestuur.

Elke afstand van materiaal aan een derde is strikt verboden.

Het materiaal moet in een beveiligde plaats opgeborgen worden en beschut tegen alle weersomstandigheden. De huurder/lener verbindt er zich toe het materiaal als goede huisvader te gebruiken en het op de afgesproken termijn proper en in perfecte werkingsstaat terug te bezorgen. Het is verboden aan het gehuurde/uitgeleende materiaal eender welke veranderingen aan te brengen.

Indien het materiaal niet teruggegeven wordt of beschadigd is, is de huurder/lener

verplicht om het materiaal te vervangen door identiek materiaal en dit binnen de 30 dagen na de initiële datum van teruggave. Indien de voorafgaande bepalingen niet gerespecteerd worden zullen de toekomstige aanvragen van de huurder/lener geweigerd worden.

De huurder/lener stelt het gemeentebestuur uitdrukkelijk vrij van elke verantwoordelijkheid in geval van schade of ongeval aan hemzelf of aan derden tijdens het vervoer of bij het gebruik van het uitgeleende materiaal veroorzaakt wordt. In geval het gemeentebestuur aansprakelijk gesteld wordt zal de lener als waarborg tussenbeide treden.

Hij verbindt zich ertoe een verzekering te nemen die zijn verantwoordelijkheid als organisator en lener dekt.

Artikel 7

Het transport van het gehuurde/uitgeleende materiaal zal door de gemeente uitgevoerd worden en dit op vastgestelde datum en uur en naar de afgesproken plaats. De huurder/lener of zijn vertegenwoordiger is verplicht aanwezig te zijn bij de aflevering van het materiaal.

De huurder/lener of zijn vertegenwoordiger kijkt na of het gehuurde/uitgeleende materiaal in goede staat is, of de geleverde hoeveelheden overeenstemmen met de gegevens vermeld in de brief met het akkoord van het schepencollege.

In het geval dat het materiaal zonder ontvangstcontrole wordt afgeleverd, gebeurt dit onder volledige verantwoordelijkheid van de huurder/lener.

Artikel 8

De teruggave van het gehuurde/uitgeleende materiaal zal door de gemeente uitgevoerd worden en dit op vastgestelde datum en uur en vanop de afgesproken plaats. De huurder/lener of zijn vertegenwoordiger is verplicht aanwezig te zijn bij de terugname van het materiaal.

Het onderzoek van de staat van het materiaal wordt door de gemeentelijke ambtenaar uitgevoerd die de eventuele schade schriftelijk vaststelt.

Artikel 9

De retributie zal alvorens het huren gebeurt door de huurder moeten gestort worden op rekening BE05 0910 0013 0775 op naam van het Gemeentebestuur van Oudergem, op straffe van nietigheid van de huur, tenzij het College gratis uitlenen toestaat.

Het Schepencollege kan geheel of gedeeltelijk gratis uitlenen toestaan:

Voor op het gemeentelijke grondgebied georganiseerde schoolfeesten, wijkfeesten en buurtfeesten;

Wanneer de activiteit erkend wordt als van openbaar of gemeentelijk nut;

Voor de eerste jaarlijkse aanvraag van een inwoner van Oudergem.

Bijdrage :

Transport binnen de gemeente: forfaitaire aanslag van 10,00€

Straatafsluiting - Nadarhekken : forfaitaire aanslag van 5,00€

Parkeerverbod platen: forfaitaire aanslag van 5,00€

Tafels en stoelen of banken: 1,00€ per stuk

Artikel 10

De parkeerverbod platen die door de gemeentelijke ambtenaar op de publieke ruimte worden neergezet kunnen in geen geval verplaatst worden zonder voorafgaande toestemming.

Artikel 11

Het huidige reglement vervangt het reglement van 26/02/2015 en treedt in werking op de vijfde dag volgend op de dag van bekendmaking door aanplakbrief en door plaatsing op de website van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

Convention de mise à disposition d'un espace pour la création du Parc canin de la Houlette – entre S.C. "En Bord De Soignes" et la commune d'Auderghem – Approbation de la Convention

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale

Vu l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ;

Vu la délibération du Collège en sa séance du 19/07/2022 (#002/19.07.2022/B/0057#) prenant acte des Projets relatifs au service « Bien-être animal » pour la période 2022-2024, en particulier, le point « 1.2 Place du chien à Auderghem » de l'axe 1 : « Sensibilisation au bien-être des animaux domestiques » : Création de petits espaces canins de socialisation de quartier (après consultation des habitants des quartiers concernés) & création d'un parc canin au Parc de la Houlette.

Considérant ce qui suit :

- La population canine à Auderghem s'éleve en 2023 à environ 5.041 chiens, selon les données enregistrées par DOG ID ; Auderghem est la quatrième commune bruxelloise à avoir le plus de chien par habitant.
- Les espaces de liberté pour chiens contribuent directement au bien-être de l'animal, en permettant aux animaux de se défouler et de sociabiliser. Ils favorisent également les échanges entre propriétaires d'animaux ;
- En dehors de la Forêt de Soignes, la Commune d'Auderghem ne compte qu'une zone de liberté située dans le Parc Seny, où les chiens peuvent circuler sans laisse, mais il n'existe actuellement pas de zone de liberté pour chiens clôturée et sécurisée sur le territoire communal ;
- Une campagne de consultation citoyenne en matière de Bien-être animal, lancée en septembre 2021 par Monsieur le Ministre Bernard Clerfayt pour l'ensemble de la Région Bruxelloise, a pu mettre en lumière les attentes des citoyens et confirme la nécessité de mettre en place des espaces canins à Auderghem ;
- Le service Bien-être Animal, en concertation avec le service Espace Public et « En Bord de Soignes », a étudié la faisabilité de la création d'un espace canin sécurisé au parc de la Houlette, sur le terrain appartenant à « En Bord de Soignes » ;
- Le projet de parc canin s'étend sur un terrain d'environ 791 m² enregistré au cadastre sous les numéros 442K3, 441S3, 17D2 et 17K2 (voir Annexe 1 Schéma Parc canin Houlette Parcelles cadastrales) ;
- Une Convention de mise à disposition de cet espace est fournie par « En Bord de Soignes » (voir Annexe 2 Convention de mise à disposition EBDS-Auderghem Parc canin Houlette) ;
 - • La mise à disposition du terrain est consentie à titre gratuit.
 - • Un état des lieux d'entrée, lequel fera partie intégrante de la convention, sera dressé contradictoirement entre les parties avant l'entrée en vigueur de la convention ;
- Les services suivants ont pris connaissance et approuvé la Convention de mise à disposition: service Espace Public, service Environnement, service Juridique ;

- Les dépenses relatives à la création et l'aménagement du parc canin feront l'objet d'une prochaine délibération. Pour rappel, 60.000€ sont prévus à l'article 879/72460 du budget extraordinaire 2023 pour la réalisation d'espaces de liberté pour chien (ainsi que pour l'aménagement d'un cimetière pour animaux).

DECIDE :

- D'approuver la Convention entre la commune d'Auderghem et « En Bord de Soignes » pour la mise à disposition d'un terrain situé Avenue de la Houlette, pour la création du « Parc canin de la Houlette » ;
- De charger le service Bien-être animal du suivi de ce projet, en collaboration avec le service Espace Public et Plan Vert.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Dierenwelzijn

Overeenkomst voor het ter beschikking stellen van ruimte voor de aanleg van het hondenpark aan Herdersstaflaan – tussen S.C. "En Bord De Soignes" en de gemeente Oudergem – Goedkeuring van de overeenkomst

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet

Gelet op artikel 9 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van dieren;

Gelet op de beraadslaging van de Raad van 19/07/2022 (#002/19.07.2022/B/0057#) kennis nemend van de Projecten met betrekking tot de dienst "Dierenwelzijn" voor de periode 2022-2024, in het bijzonder punt "1.2 De plaats van de hond te Oudergem" van as 1: "Sensibilisering voor het welzijn van huisdieren":

Aanleg van kleine socialisatiegebieden voor honden in de wijken (na overleg met de bewoners van de betrokken wijken) & aanleg van een hondenpark in het Houlettepark (aan Herdersstaflaan).

Gezien het volgende:

- De hondenpopulatie in Oudergem bedroeg in 2023 ongeveer 5.041 honden, volgens gegevens geregistreerd door DOG ID. Oudergem is de vierde Brusselse gemeente met de meeste honden per inwoner ;
- Hondenvrije zones dragen rechtstreeks bij tot het welzijn van de dieren door hen de kans te geven zich uit te leven en te socialiseren. Ze stimuleren ook de interactie tussen huisdiereigenaren;
- Buiten het Zoniënwoud heeft de gemeente Oudergem slechts één losloopgebied in het Senypark, maar er is momenteel geen omheind, beveiligd losloopgebied voor honden in de gemeente;
- Een publieke consultatiecampagne over dierenwelzijn, die in september 2021 werd gelanceerd door minister Bernard Clerfayt voor het hele Brusselse Gewest, heeft de verwachtingen van de burgers in kaart gebracht en de noodzaak bevestigd om in Oudergem hondvriendelijke zones in te richten;
- De dienst Dierenwelzijn heeft, in samenwerking met de dienst Openbare Ruimte en "En Bord de Soignes", de haalbaarheid bestudeerd om een beveiligd hondenpark aan te leggen in het Houlettepark (aan Herdersstaflaan), op een terrein dat toebehoort aan "En Bord de Soignes";

- Het voorgestelde hondenpark heeft een oppervlakte van ongeveer 791 m², ingeschreven in het kadaster onder de nummers 442K3, 441S3, 17D2 en 17K2 (zie Bijlage 1_Schéma Parc canin Houlette_Parcelles cadastrales);
- Een overeenkomst om deze ruimte ter beschikking te stellen is verstrekt door "En Bord de Soignes" (zie Bijlage 2_Convention de mise à disposition_EBDS-Auderghem_Parc canin Houlette);
 - • De grond wordt gratis ter beschikking gesteld.
 - • Een inventaris van de inrichting, die integraal deel zal uitmaken van de overeenkomst, zal door beide partijen worden opgesteld voordat de overeenkomst van kracht wordt;
- De volgende afdelingen hebben kennis genomen van de overeenkomst en deze goedgekeurd: afdeling Openbare Ruimte, afdeling Milieu, afdeling Juridische Zaken;
- Uitgaven met betrekking tot de aanleg en ontwikkeling van het hondenpark zullen het onderwerp zijn van een toekomstig besluit. Ter herinnering: krachtens artikel 879/72460 van de buitengewone begroting voor 2023 is 60 000 euro gereserveerd voor de aanleg van hondenvrije zones (en voor de aanleg van een begraafplaats voor huisdieren).

BESLUIT:

- De overeenkomst goed te keuren tussen de gemeente Oudergem en "En Bord de Soignes" voor de terbeschikkingstelling van gronden gelegen aan Herdersstaflaan, voor de aanleg van het hondenpark ;
- De dienst Dierenwelzijn belasten met de opvolging van dit project, in samenwerking met de dienst Openbare Ruimte en Groenplan.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0022

Bien-être animal

Label "Commune Amie des Animaux" – Subside facultatif pour les communes 2023 : Convention relative à la subvention facultative pour la réalisation de différents projets (octroi de vétochèques, renouvellement du marché de service avec Animal Research, cours d'éducation canine, renouvellement de la convention refuge, et nouveau marché de service pour la prise en charge des chats errants)

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ;

Vu l'appel à projet de Bruxelles Environnement pour l'obtention d'un subside à destination des communes dans le cadre du projet "Label Commune amie des animaux" ;

Considérant ce qui suit :

Le Collège a approuvé en date du 21/03/2023 le dépôt de sa candidature pour le subside facultatif 2023 à destination des communes dans le cadre du projet Label « Commune Amie des Animaux » (#002/21.03.2023/B/0061#) ;

Bruxelles Environnement a sélectionné l'ensemble des projets déposés par la commune d'Auderghem en date du 23/03/2023, visant l'octroi de vétochèques, le renouvellement du marché de service avec Animal Research, l'organisation de cours

d'éducation canine, le renouvellement de la convention refuge, et un nouveau marché de service pour la prise en charge des chats errants ;

DECIDE :

De marquer son accord pour la conclusion d'une convention avec Bruxelles Environnement (cf. ANNEXE) relative à la subvention visant l'octroi de vétochèques, le renouvellement du marché de service avec Animal Research, l'organisation de cours d'éducation canine, le renouvellement de la convention refuge, et un nouveau marché de service pour la prise en charge des chats errants.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Dierenwelzijn

Label 'Diervriendelijke Gemeente' – Facultatieve subsidie voor gemeenten 2023 : Akkoord over de facultatieve subsidie om verschillende projecten uit te voeren (toekenning van dierenartscheques, verlenging van het dienstencontract met Animal Research, hondentrainingen, verlenging van de opvangovereenkomst, en een nieuw dienstverleningscontract voor de opvang van zwervkatten)

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

Gezien de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren.

Gezien de oproep van Leefmilieu Brussel tot het indienen van projecten voor een subsidie voor gemeenten in het kader van het project Label 'Diervriendelijke Gemeente' ;

Gezien het volgende :

Op 21/03/2023 heeft het College zijn goedkeuring gehecht aan de indiening van de aanvraag voor de facultatieve subsidie voor gemeenten in 2023 in het kader van het project Label 'Diervriendelijke Gemeente' (#002/21.03.2023/B/0061#) ;

Leefmilieu Brussel heeft alle projecten geselecteerd die op 23/03/2023 door de gemeente Oudergem werden ingediend en die betrekking hebben op de toekenning van dierenartscheques, de ondersteuning van de verlenging van het dienstencontract met de toepassing Animal Research, de organisatie van hondentrainingen, de verlenging van de opvangovereenkomst, en een nieuw dienstencontract voor de opvang van zwervkatten ;

BESLUIT

akkoord te gaan met het sluiten van de overeenkomst met Leefmilieu Brussel (zie bijlage) voor de toekenning van dierenartscheques, de ondersteuning van de verlenging van het dienstencontract met de toepassing Animal Research, de organisatie van hondentrainingen, de verlenging van de opvangovereenkomst, en een nieuw dienstencontract voor de opvang van zwervkatten ;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0023

Prévention

Convention de collaboration entre la commune d'Auderghem (service de prévention) et la fondation pour enfants disparus et sexuellement exploités (Child Focus)

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117

DECIDE ;

d'approuver la convention de collaboration entre la commune d'Auderghem (service de prévention) et la fondation pour enfants disparus et sexuellement exploités (Child Focus)

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Preventie

Samenwerkingsakkoord tussen de gemeente Oudergem (preventiedienst) en de stichting voor vermiste en seksueel uitgebuite kinderen (Child Focus)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

BESLUIT :

het overeenkomst tussen de gemeente Oudergem (preventiedienst) en de stichting voor vermiste en seksueel uitgebuite kinderen (Child Focus) goed te keuren

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0024

Prévention

Convention de subventionnement 2022 dans le cadre de l'accompagnement des mesures judiciaires alternatives (SEMJA) - SPF Justice.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69, modifiée par les lois du 21 décembre 1994, 25 mai 1999, 22 décembre 2003, 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et du 20 décembre 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 2022 en exécution de l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires ;

Attendu que la Convention 2022 - transmise par courrier postal en date du 15 juin 2023 - a été soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 27 juin 2023 ;

DECIDE

de ratifier la Convention 2022 entre le SPF Justice et la commune d'Auderghem, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à monsieur le Ministre de la Justice, ainsi que sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Preventie

Subsidie Overeenkomst 2022 in het kader van de begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen (DOAGM) - Ministerie van Justitie.

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, namelijk artikel 117;

Gezien de wet van 30 maart 1994 met sociale bepalingen, in het bijzonder artikel 69, gewijzigd door de wetten van 21 december 1994, 25 mei 1999, 22 december 2003, 27 december 2006, 12 mei 2014 en 20 december 2016 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties financiële steun kunnen ontvangen voor de aanwerving van personeel dat verantwoordelijk is voor de begeleiding van gerechtelijke maatregelen ;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 juli 2022 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties financiële steun kunnen ontvangen voor de aanwerving van personeel dat verantwoordelijk is voor de begeleiding van gerechtelijke maatregelen ;

Gezien dat de Overeenkomst 2022 - per post gezonden op 15 juni 2023 - ter goedkeuring van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 27 juni 2023 voorgelegd werd ;

BESLIST

de Overeenkomst 2022, die het aanhangsel vormt van de beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, tussen de Federale Overheidsdienst Justitie en de gemeente Oudergem, te ratificeren.

Onderhavige beraadslaging zal in twee ewemplaren aan de heer Minister van Justitie alsook in beknopte vorm aan de heer Minister President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0025

Espace Public

Acquisition d'un camion balayeuse 4X2 - Marché par Procédure Ouverte avec Publication Européenne - fixation des conditions - approbation de la dépense et du cahier des charges

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 §1er tel que modifiée par l'article 2 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétences en matière de marchés publics communaux ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu que le remplacement de l'actuel camion balayeuse est nécessaire pour se conformer à la réglementation LEZ ;

Vu le cahier spécial des charges n°31/2023 destiné à régir cette entreprise ;

Vu qu'il n'est pas possible d'allotir le marché pour les raisons suivantes :

* Le marché porte sur la fourniture d'un unique outil dont la construction et/ou la livraison doit s'effectuer en une seule fois par la même société.

Vu la procédure interne d'achat relative à la prévention et au bien-être au travail ;

Vu l'avis du SIPP en annexe ;

Vu que la dépense est estimée à ± 250.000,00 € TVAC ;

Vu qu'un montant de 250.000 € est prévu à l'article 875/743.52 « Remplacement du véhicule n°37 » du budget extraordinaire de 2023 ;

Vu l'avis de publication en annexe ;

Vu que cet avis sera publié au Bulletin des Adjudications et au Journal Officiel de l'Union Européenne ;

Considérant que l'estimation de la dépense est proche du seuil de publication européenne, qu'il est dès lors plus prudent d'anticiper un potentiel dépassement de l'estimation au vu du contexte économique et de faire usage directement de la procédure ouverte (article 36 §1 Loi 17 juin 2016) avec publication européenne du marché. Le cas échéant une modification budgétaire sera réalisée.

DECIDE :

- d'établir un marché par procédure ouverte avec publication européenne et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°31/2023 ;

;

- d'approuver l'avis de publication en annexe ;

- d'approuver la dépense, estimée à 250.000,00 € TVAC

- d'imputer cette dépense à l'article 875/743.52 « Remplacement du véhicule n°37 » du budget extraordinaire de 2023 ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Publieke Ruimte

Aankoop van een vrachtwagen met veegmachine 4X2 - Openbare Procedure met Europese bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden - Goedkeuring van de uitgave en van het bestek.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234§1, zoals gewijzigd door artikel 2 van de ordonnantie van 27 juli 2017 die de nieuwe gemeentewet wijzigt om de bevoegdheidsregels inzake gemeentelijke overheidsopdrachten nader te omschrijven ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren, artikels 4§3,6,7 en 124 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gezien de vervanging van de vrachtwagen met veegmachine, noodzakelijk is om aan de LEZ-voorschriften te voldoen ;

Gezien het bestek n° 31/2023 bestemd om deze onderneming te beheren;

Gezien het niet mogelijk is om de opdracht in percelen op te delen omwille van de volgende reden :

* Het gaat om de levering van één enkel werktuig waarvan de productie en/of de levering in één keer moet plaatsvinden door dezelfde onderneming ;

Gezien de interne aankoopprocedure betreffende de preventie en welzijn op het werk;

Gezien het advies van de IDPB als bijlage ;

Gezien de uitgave geschat is op ± 250.000,00 € incl. BTW ;

Gezien een bedrag van 250.000 € voorzien is op het artikel 875/743.52 "Vervanging van het voertuig n°37" van buitengewone begroting van 2023 ;

Gezien het publicatiebericht als bijlage;

Overwegende dat deze aankondiging in het Bulletin der Aanbestedingen en in het Publicatieblad van de Europese Unie zal worden bekendgemaakt;

Overwegende dat de geraamde uitgaven dicht bij de drempel voor Europese publicatie liggen, dat het daarom voorzichtiger is om te anticiperen op een mogelijke overschrijding van de raming gezien de economische context en rechtstreeks gebruik te maken van de openbare procedure (artikel 36 §1 Wet 17 juni 2016) met Europese publicatie van de opdracht. Indien nodig zal er een begrotingswijziging worden uitgevoerd.

BESLIST:

- om een overheidsopdracht via een openbare procedure met Europese bekendmaking op te stellen en de gunningwijze van de opdracht vast te leggen volgens het bestek n° 31/2023 ;
- om het publicatiebericht als bijlage goed te keuren;
- om de uitgave, geschat op 250.000,00 € incl. BTW
- om de uitgave in te voeren op het artikel 875/743.52 “Vervanging van het voertuig n°37” van buitengewone begroting van 2023 ;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0026

Jeunesse

Convention entre l'asbl WE ARE CODERS et la commune d'Auderghem pour l'organisation de cours de codage pendant le mois d'août 2023 - Ratification

LE CONSEIL.

Vu la Nouvelle loi communale, les articles 234 et suivants;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés, l'article 92 (marché de faible montant)

Considérant que des demandes de prix ont été envoyées à plusieurs sociétés :

- talendigital
- wearecoders
- atelierduweb
- kodowallonie
- eventslab

Considérant que la société We Are Coders a répondu positivement pour donner les cours pendant 4 semaines pour une durée de 3 h par jour + 1 ou 2 semaines gratuites de 3h/jour ou 1 semaine de 6h/jour en juillet ou les après-midi du mois d'août pour la Maison des jeunes;

Considérant que la société Kodowallonie a répondu négativement car plus de disponibilité;

Considérant que les sociétés Talendigital, Atelierduweb et Evenslab n'ont pas répondu;

Vu que le collège a approuvé en date du 09-05-2023 l'organisation des cours de codage, ci-joint BO du 09-05-2023 et convention;

Vu que le coût des prestations s'élève à 900 € HTVA par demi-semaine (15h) imputable sur l'article budgétaire 761/12402 de l'année 2023 pour quatre semaines de prestation soit 4.356 euros TVAC et à payer sur le compte de l'ASBL -Wearecoders – TRIODOS, BE09 5230 8103 2057.

DECIDE :

D'approuver les termes de la convention avec l'asbl WE ARE CODERS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Jeugd

Overeenkomst tussen vzw WE ARE CODERS en de gemeente Oudergem voor de organisatie van codeercursussen tijdens de maand augustus 2023 - Bekrachtiging

DE RAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikelen 234 en volgende;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de opdrachten, artikel 92 (opdracht van geringe waarde)

Overwegende dat er prijsaanvragen zijn verstuurd naar verschillende bedrijven :

- talendigital
- wearecoders
- atelierduweb
- kodowallonie
- eventslab

Het bedrijf Wearecoders heeft positief gereageerd om 4 weken lang 3 uur per dag les te geven + 1 of 2 gratis weken van 3 uur/dag of 1 week van 6 uur/dag in juli of de middagen van augustus voor het jeugdhuis;

Aangezien het bedrijf Kodowallonie negatief heeft geantwoord omdat het niet beschikbaar was;

Overwegende dat Talendigital, Atelierduweb en Evenslab niet hebben geantwoord;

Gezien het feit dat het college de organisatie van de codeercursussen heeft goedgekeurd op 09-05-2023, bijgevoegd BO van 09-05-2023 en de overeenkomst;

Gezien het feit dat de kostprijs van de diensten 900 euro exclusief btw per halve week (15u) bedraagt, aan te rekenen op de begrotingspost 761/12402 voor het jaar 2023 voor vier weken dienstverlening, hetzij 4.356 euro inclusief btw, en te storten op rekening ASBL – We Are Coders - TRIODOS,

BE09 5230 8103 2057.

BESLUIT :

de bepalingen van de overeenkomst met vzw WE ARE CODERS goed te keuren

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0027

Régie foncière

Convention-cadre visant la mise à disposition de différents logements entre la Régie foncière et le CPAS d'Auderghem dans le cadre de projets à objet social

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, les article 117 et 232 ;

Vu la loi organique des centres publics d'actions sociale, l'article 26bis, § 5;

Vu l'Arrêté royal du 17 mai 2016 fixant les critères d'une répartition harmonieuse entre les communes des places d'accueil pour les demandeurs d'asile ;

Considérant que l'article 57ter/1 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale prévoit que pour assurer une répartition harmonieuse des places d'accueil entre les communes, le C.P.A.S. est tenu de créer des initiatives locales d'accueil (ILA);

Considérant que la Déclaration de politique générale de la Commune d'Auderghem prévoit la promotion d'initiatives d'habitats groupés et de logement intergénérationnel (habitats kangourous) et de collaboration entre Commune et CPAS ;

Le Collège soumet à l'approbation du Conseil la convention à conclure avec le CPAS en vue d'accomplir les objectifs précités ;

DECIDE

1. de marquer son accord sur la convention relative à la mise à disposition (moyennant loyer) du CPAS de logements dans le cadre de projets à objet social ;
2. de charger la Bourgmestre et le Secrétaire de l'exécution de ces décisions ;
3. de transmettre la présente délibération au Président et au Secrétaire général du CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Regie voor het Grondbeleid

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van verschillende wooneenheden tussen de Regie voor grondbeleid en het OCMW van Oudergem in het kader van sociale projecten

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikelen 117 en 232 ;

Gelet op artikel 26bis, § 5 van de organieke wet op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ;

Gelet op de Koninklijk besluit van 17 mei 2016 tot bepaling van de criteria voor een evenwichtige spreiding over de gemeenten van de opvangplaatsen voor de asielzoekers ;

Overwegende artikel 57ter/1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bepaalt dat om een harmonieuze verdeling van opvangplaatsen tussen gemeenten te garanderen, het OCMW lokale opvanginitiatieven (LOI) moet creëren ;

Overwegende de Algemene beleidsverklaring van de gemeente Oudergem de steun aan verenigingen die initiatieven voor cohousing en intergenerationeel wonen (kangoeroewonen) bevorderen ;

Het College legt de met het OCMW te sluiten overeenkomst ter goedkeuring voor aan de Raad om bovengenoemde doelstellingen te verwezenlijken ;

BESLIST :

1. de overeenkomst tussen het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de gemeente betreffende het ter beschikking onroerende goederen (in ruil van huur) ;
2. de burgemeester en de secretaris te belasten met de uitvoering van deze beslissingen;
3. deze beraadslaging te doen toekomen aan de voorzitter en de secretaris-generaal van het OCMW.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0028

Régie foncière

Fixation du loyer de base de la maison d'habitation sise chaussée de Wavre, 1570

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale et notamment les articles 117 et 232;

Vu l'acquisition de la maison sise chaussée de Wavre 1570 par la Commune en date du 31 août 2022 ;

Vu l'occupation prolongée octroyée aux vendeurs aux termes de l'acte authentique du 31 août 2022, reçu par le notaire Paul Dauwe ;

Considérant que ladite occupation a pris fin le 31 mai 2023 par la remise de l'ensemble des clés par le vendeur à la Commune ;

Vu que la Régie foncière doit prochainement procéder à la mise en location de ladite maison ;

Vu que la location est faite sous forme d'un bail à loyers ;

Compte tenu des subsides octroyés par le Service public Régional de Bruxelles le quel prévoit que le montant maximum du loyer est fixé conformément au tableau de l'article 16 §2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales;

Vu que ledit article 16 § 2 fixe le loyer d'une maison 4 chambres et plus à 1.006,81 € (hors indexation 2023 à 9,70 %), soit un montant indexé de 1.104,47 € ;

Vu la volonté de rendre plus aisé l'accès au logement communal et donc de proposer un loyer inférieur au maximum autorisé ;

DECIDE :

de procéder à la mise en location de la maison sise chaussée de Wavre, 1570 conformément aux conditions énoncées dans le bail et de fixer le loyer mensuel de base à 850,00 €.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Regie voor het Grondbeleid

Vaststelling van de basishuur van het woonhuis gelegen op Waversesteenweg 1570

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet en meer bepaald art. 117 en 232 ;

Gelet op de aanwerving van het woonhuis gelegen op Waversesteenweg 1570 door de gemeente op datum van 31 augustus 2022 ;

Gelet op de verlengde bezetting die aan de verkopers werd toegekend volgens de authentieke akte van 31 augustus 2022 ontvangst door notairs Paul Dauwe ;

Overwegend dat de genoemde bezetting eindigde op 31 mei 2023 toen de verkoper alle sleutels overdroeg aan de gemeente ;

Overwegend dat de Regie voor Grondbeleid het genoemde huis binnenkort moet verhuren;

Overwegend dat de verhuring van het gebouw dient te gebeuren met een huurovereenkomst;

Rekening houdend met de subsidies toegekend door de Brusselse Gewestelijke Overheidsdienst, die bepaalt dat het maximumbedrag van de huur wordt vastgesteld volgens de tabel in artikel 16 §2 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke

Regering van 17 december 2015 houdende de organisatie van sociale vastgoedkantoren;

Gelet op het genoemde artikel 16 § 2 de huurprijs voor een woning met 4 of meer slaapkamers vaststelt op € 1 006,81 (exclusief indexering 2023 tegen 9,70%), dus een geïndexeerd bedrag van € 1 104,47 ;

Gelet op de wens om de toegang tot gemeentelijke woningen te vergemakkelijken en daarom een huur aan te bieden die lager is dan het toegestane maximum

BESLIST :

het huis gelegen op Waversesteenweg 1570 te verhuren overeenkomstig de voorwaarden opgesomd in de huurovereenkomst en de maandelijkse basishuur als volgt vast te stellen : 850,00 € ;

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0029

Infrastructures communales

Remplacement de châssis au cs du souverain (phase 10) - Marché de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable - Approbation du Cahier des charges & Approbation de la dépense

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 234 et suivants ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu les commentaires de la Tutelle concernant ce Marché suite à la délibération du Conseil Communal du 29 juin 2023 décidant l'approbation du Cahier des Charges et l'approbation de la dépense (réf. #002/29.06.2023/A/0031#), ce même point est relancé à l'identique avec des corrections afin de tenir compte des commentaires de la tutelle.

Vu la nécessité de remplacer les anciens châssis du CS du Souverain par des nouveaux (phase 10)

Vu le cahier spécial des charges n°19/2023 destiné à régir cette entreprise ;

Vu qu'il n'est pas possible d'allotir le marché pour les raisons suivantes :

- Le remplacement des châssis doit être adjugé à une seule et même entreprise afin de ne pas avoir des châssis de différents aspects.
- Etant donné qu'il s'agit du remplacement des châssis d'un établissement scolaire, les travaux ne peuvent se faire que durant les périodes de congés scolaires. Par conséquent, allotir le marché impliquerait une coordination compliquée entre différents entrepreneurs pour que les travaux soient réalisés concomitamment. De plus, la gestion de la sécurité du chantier serait trop compliquée.

Vu que le montant total du marché est estimé à 250.000 € TVAC ;

Vu qu'un montant de 300.000 € est prévu à l'article 722/72460 du budget extraordinaire de 2023 pour le remplacement des châssis au CS du Souverain (phase 10);

Vu l'avis de publication en annexe ;

Considérant que l'utilisation de la procédure négociée directe avec publication du marché se justifie au regard de l'objet spécifique du marché. En effet, le pouvoir adjudicateur a inséré dans les clauses du marché des critères d'attribution relatifs à la performance environnementale des châssis (type d'essence du bois, lieu d'origine, ...) qui justifie également de prévoir une négociation afin d'obtenir le produit présentant le meilleur rapport qualité/prix compte tenu des objectifs fixés.

DECIDE :

- d'établir un marché de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°19/2023 ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à 250.000 € TVAC ;
- d'imputer cette dépense à l'article 722/7460 du budget extraordinaire de 2023 pour le remplacement de châssis au cs du Souverain (phase 10);

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur Communal avec les pièces justificatives.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

23 votants : 23 votes positifs.

Gemeentelijke infrastructuren

Vervanging van de vensters op de "cs du Souverain" (fase 10) - Overeenkomst inzake werken via onderhandse aanbesteding met voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van het bestek & goedkeuring van de uitgaven

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikelen 234 en volgende ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Rekening houdend met de opmerkingen van de Toezicht over dit opdracht na de beraadslaging van het Raad van 29 juni 2023 waarbij het bestek en de uitgaven werden goedgekeurd (réf. #002/29,06.2023/A/0031#), wordt ditzelfde punt op identieke wijze opnieuw behandeld met correcties om rekening te houden met de opmerkingen van de Toezicht.

Gezien de oude frames van het CS du Souverain moeten worden vervangen door nieuwe (fase 10).

Gezien het bijzonder lastenboek n° 19/2023 bestemd voor de uitvoering van dit project;

Gezien het onmogelijk is om deze opdracht in percelen te verdelen omwille van de volgende reden :

- De vervanging van de chassis moet aan één en dezelfde onderneming worden gegund om te voorkomen dat de ramen verschillende aspecten hebben.
- Aangezien het gaat om de vervanging van chassis in een school, kunnen de werkzaamheden alleen tijdens de schoolvakanties worden uitgevoerd. De toewijzing van de opdracht zou dan ook een ingewikkelde coördinatie tussen de verschillende aannemers vergen, zodat de werkzaamheden op hetzelfde tijdstip kunnen worden uitgevoerd. Bovendien zou het beheer van de veiligheid van de

werf te ingewikkeld zijn.

Gezien de totale waarde van de opdracht wordt geschat op 250.000 € incl. BTW ;
Gezien er een bedrag van 300.000 € is voorzien op het artikel 722/724.60
“Vervanging chassis CS du Souverain (fase 10)” van de buitengewone begroting van
2023 ;

Gezien het publicatiebericht als bijlage ;

Overwegende dat de toepassing van de onderhandelingsprocedure met bekendmaking
van de opdracht gerechtvaardigd is gezien het specifieke voorwerp van de opdracht.
De aanbestedende dienst heeft in de aanbestedingsclausules gunningscriteria
opgenomen met betrekking tot de milieuprestaties van de kozijnen (houtsoort, plaats
van herkomst, enz.), wat ook rechtvaardigt dat wordt onderhandeld om het product te
verkrijgen dat in het licht van de gestelde doelen de beste prijs-kwaliteitverhouding
biedt.

BESLIST:

- om de opdracht voor werken via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking op te stellen en de toewijzingswijze van de opdracht vast te leggen volgens het bijzonder lastenboek n°19/2023 ;
- om het publicatiebericht als bijlage goed te keuren ;
- om de uitgave, geschat op 250.000 € incl. BTW, goed te keuren ;
- om deze uitgave in te voeren op het artikel 722/724.60 “Vervanging chassis cs du Souverain (fase 10)” van de buitengewone begroting van 2023 ;

Onderhavige beraadslaging zal aan de Heer de Gemeenteontvanger worden overgemaakt met de nodige bewijsstukken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

28.09.2023/A/0030

Infrastructures communales

Rénovation de l'éclairage du Centre Culturel d'Auderghem - Marché par procédure ouverte - Approbation de la dépense et du cahier des charges

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 et suivants ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu que la rénovation de l'éclairage du Centre Culturel d'Auderghem est nécessaire ;

Vu le cahier spécial des charges n°46/2023 destiné à régir cette entreprise ;

Vu que la dépense est estimée à ± 550.000,00 € TVAC ;

Vu qu'un montant de 550.000,00 € est prévu à l'article 772/72460 du budget extraordinaire de 2023 pour la rénovation de l'éclairage du Centre Culturel d'Auderghem;

Vu l'avis de publication en annexe ;

Vu que cet avis sera publié au Bulletin des Adjudications et au Journal Officiel de l'Union Européenne ;

DECIDE :

- d'établir un marché par procédure ouverte et de fixer les conditions de passation du marché suivant le cahier spécial des charges n°46/2023 ;
- d'approuver l'avis de publication en annexe ;
- d'approuver la dépense, estimée à 550.000,00 € TVAC ;
- d'imputer cette dépense à l'article 772/72460 du budget extraordinaire de 2023 pour la rénovation de l'éclairage du Centre Culturel d'Auderghem;

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Gemeentelijke infrastructuren
Renovatie van de verlichting in het Cultureel Centrum van Oudergem -
Openbare procedure - Goedkeuring van de uitgave en het bijzonder lastenboek

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 234 en volgende;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten;

Gezien de noodzaak om de verlichting van het Cultureel Centrum Oudergem te vernieuwen;

Gelet op het bijzonder bestek nr. 46/2023 bestemd om deze onderneming te regelen;

Overwegende dat de uitgave geschat wordt op ± 550.000,00 € incl. BTW;

Gezien er op artikel 772/724.60 van de buitengewone begroting van 2023 een bedrag van 550.000,00 € is voorzien voor de renovatie van de verlichting van het Cultureel Centrum Oudergem;

Gezien het publicatiebericht, als bijlage ;

Gezien dat dit publicatiebericht zal worden gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen en in het Publicatieblad van de Europese Unie;

BESLIST :

- om een overheidsopdracht op te stellen en de gunningsvoorwaarden vast te leggen overeenkomstig het bijzonder bestek nr. 46/2023;
- om het publicatiebericht, als bijlage, goed te keuren;
- de uitgave, geschat op € 550.000,00 incl. BTW, goed te keuren;
- om deze uitgave in te voeren op het artikel 772/72460 van de buitengewone begroting 2023 voor de renovatie van de verlichting van het Cultureel Centrum van Oudergem;

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

28.09.2023/A/0031

Secrétariat

Question orale de Madame Pauline Vermeiren et de Monsieur François Lebovy (ECOLO-GROEN): Animations EVRAS dans les écoles communales

Monsieur le Président,
 Madame la Bourgmestre,
 Mesdames et Messieurs les Échevins,

Chers Collègues,

Le 7 septembre dernier, le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a adopté un décret relatif à la généralisation de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle.

En 2012, un décret prévoyait déjà cette obligation mais la situation était très disparate et les modalités étaient laissées à la libre appréciation de chaque école.

Depuis cette rentrée scolaire, tous les élèves de la Fédération Wallonie-Bruxelles de 6e année primaire et de 4e année secondaire recevront cette animation.

Nous estimons que ceci constitue une belle avancée sociétale car ces animations se basent sur les valeurs de respect, d'égalité, d'accueil de la différence et d'ouverture à l'autre.

À la suite de cette annonce, nous avons assisté à une vague de protestation menée par des groupes de pression « Anti-EVRAS » qui ont notamment donné lieu à des incendies dans certaines écoles et une manifestation le 17 septembre dernier.

Nos questions sont les suivantes :

- Ces animations sont-elles bien mises en place pour les élèves de 6e primaire dans nos quatre écoles ?
- Par quel organisme sont-elles données ?
- Avez-vous eu vent de certaines contestations de la part des familles ou des élèves ?
- Si c'est le cas, comment les écoles ont-elles réagi ?

Réponse de Madame Élise Willame, Échevine:

Madame la conseillère,

Je vous remercie pour votre question qui met en lumière un sujet d'actualité important et qui a malheureusement fait l'objet de beaucoup d'interprétations et de contre-vérités diffusées sur les réseaux sociaux.

Tout d'abord, il faut rappeler que ces séances d'animation à destination de nos enfants existent dans nos écoles depuis déjà de très nombreuses années (plus de 20 ans), qu'elles soient animées par le centre de Promotion de la santé à l'école (PSE) ou par le Planning familial. De plus, de nombreux espaces de paroles existent pour les élèves notamment via les dispositifs mis en place dans le cadre du projet de lutte contre le harcèlement scolaire.

Il semble en effet évident pour tous les acteurs de terrain qu'une information de qualité concernant les rapports humains et amoureux à destination de nos jeunes est essentielle ; aujourd'hui plus que jamais. Car, même en primaire, grandir est synonyme de changements qui peuvent faire peur, certes, mais souvent intrigant.

Dans une société hyper sexualisée où nos enfants s'échangent bien trop tôt sur des sites internet pour public averti et où les réseaux véhiculent des idées trop souvent dépourvues de nuances, les questions bien légitimes que se posent nos jeunes trouvent à de trop nombreuses reprises des réponses aussi crues qu'inadaptées et sans fondement. De plus, les enfants se retrouvent souvent seuls face à ce type d'information.

Voilà pourquoi, historiquement, nombre d'associations et d'organismes ont choisi d'aider nos jeunes à obtenir une information utile et de qualité.

A Auderghem comme ailleurs, les familles n'ont pas manqué d'entendre résonner le furieux débat qu'avait engendré cette officialisation de l'éducation à la vie relationnelle affective et sexuelle. Cela a suscité quelques rares, mais légitimes questions auxquelles nos équipes ont pu répondre sans tabou, rassurant ainsi des parents peu inquiets et toujours confiants dans nos centres scolaires.

Nous avons également choisi, en tant que Pouvoir Organisateur, de diffuser un courrier à destination des familles dans les écoles qui le souhaitaient. Ce dernier, proposé par le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP),

reprend de manière claire et succincte les thématiques qui seront abordées avec leurs enfants.

Pour l'heure donc, nos équipes ne ressentent aucun réel problème relatif à la question de l'EVRAS. Nous restons toutefois attentifs et continuerons selon les besoins à diffuser une information claire, transparente et honnête aux familles qui en ressentiraient le besoin.

J'espère avoir pu répondre à vos questions.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van mevrouw Pauline Vermeiren en de heer François Lebovy (ECOLO-GROEN): EVRAS in gemeentelijke scholen

Mijnheer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren, Schepenen,
Geachte collega's,

Op 7 september heeft het Parlement van de Federatie Wallonië-Brussel een decreet aangenomen over de veralgemening van het relationeel, emotioneel en seksueel onderwijs (EVRAS).

In 2012 voorzag een decreet al in deze verplichting, maar de situatie was zeer ongelijk en de regeling werd overgelaten aan het oordeel van elke school.

Vanaf het begin van het nieuwe schooljaar zullen alle leerlingen in de Federatie Wallonië-Brussel in het 6de leerjaar basisonderwijs en het 4de leerjaar secundair onderwijs deze activiteiten krijgen.

We geloven dat dit een grote stap voorwaarts is voor de maatschappij, omdat deze activiteiten gebaseerd zijn op de waarden van respect, gelijkheid, het verwelkomen van verschillen en openheid naar anderen.

Na deze aankondiging waren we getuige van een golf van protesten onder leiding van 'Anti-EVRAS' pressiegroepen, die leidde tot branden in sommige scholen en een demonstratie op 17 september.

Onze vragen luiden als volgt:

- Worden deze activiteiten aangeboden aan leerlingen van basisschool 6 in onze vier scholen?
- Wie is verantwoordelijk voor de uitvoering?
- Hebt u gehoord van bezwaren van gezinnen of leerlingen?
- Zo ja, hoe hebben de scholen gereageerd?

Antwoord van mevrouw Élise Willame, Schepen :

Geachte Raadslid

Dank u voor uw vraag, die de aandacht vestigt op een belangrijke actuele kwestie die helaas het onderwerp is geweest van een groot aantal interpretaties en onwaarheden die op sociale netwerken zijn verspreid.

Allereerst is het belangrijk om te onthouden dat deze sessies voor onze kinderen al vele jaren (meer dan 20 jaar) op onze scholen worden gehouden, of ze nu worden gegeven door het Centrum voor Gezondheidsbevordering op School (PSE) of door Family Planning. Bovendien zijn er genoeg plaatsen waar leerlingen kunnen praten, met name via de programma's die zijn opgezet als onderdeel van het project om pesten op school tegen te gaan.

Het lijkt voor alle betrokkenen duidelijk dat kwalitatief goede informatie over menselijke relaties en liefde voor onze jongeren nu meer dan ooit essentieel is. Zelfs op de basisschool staat opgroeien gelijk aan veranderingen die beangstigend, maar

vaak ook intrigerend kunnen zijn.

In een hypergeseksualiseerde maatschappij waar onze kinderen veel te vroeg worden uitgewisseld op internetsites voor een geïnformeerd publiek en waar de netwerken ideeën overbrengen die maar al te vaak gespeend zijn van nuance, krijgen de zeer legitieme vragen die onze jongeren stellen maar al te vaak antwoorden die even grof als ongepast en ongefundeerd zijn. Bovendien staan kinderen er vaak alleen voor wanneer ze met dit soort informatie worden geconfronteerd.

Daarom hebben historisch veel verenigingen en organisaties ervoor gekozen om onze jongeren te helpen bij het verkrijgen van nuttige en kwaliteitsvolle informatie.

In Oudergem, net als elders, zijn de gezinnen niet ongevoelig gebleven voor het felle debat dat op gang werd gebracht door de officiële invoering van de opvoeding over emotionele en seksuele relaties. Dit gaf aanleiding tot enkele zeldzame maar legitieme vragen, die onze teams zonder taboe konden beantwoorden, waardoor ouders gerustgesteld werden die helemaal niet ongerust waren en altijd vertrouwen hadden in onze schoolcentra.

Als Organiserende Instantie hebben we er ook voor gekozen om een brief uit te delen aan de gezinnen van de scholen die dat wensen. Deze brief, voorgesteld door de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP), beschrijft duidelijk en beknopt de thema's die met hun kinderen zullen worden besproken.

Voorlopig ondervinden onze teams geen echte problemen met de EVRAS-kwestie. We blijven echter oplettend en zullen duidelijke, transparante en eerlijke informatie blijven geven aan gezinnen die daar behoefte aan hebben.

Ik hoop dat ik uw vragen heb kunnen beantwoorden.

De Raad neemt akte.

28.09.2023/A/0032

Secrétariat

Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos du n°400 boulevard du Souverain

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Je me permets ici de relayer l'inquiétude des riverains du Louxor Parc – et je précise d'emblée que nous savons que Madame la Bourgmestre s'est saisie du dossier.

Depuis mars dernier, le n° 400 boulevard du Souverain (ancien consulat de Chine désaffecté) est squatté. Cela entraîne de l'insécurité et de nombreuses perturbations pour les voisins proches : nuisances sonores et olfactives, rôdeurs, dépôts clandestins, mouvements suspects de voitures...

La situation est rendue plus complexe par le fait qu'il s'agit d'un bâtiment qui appartient à l'ambassade de Chine.

Une procédure a été mise en route mais le 15 septembre, le juge de paix a rejeté la demande d'expulsion des squatteurs.

Nos questions sont les suivantes :

- Madame la Bourgmestre peut-elle nous faire un point de la situation à l'heure actuelle ?
- Une expulsion des squatteurs pourrait-elle avoir lieu ?
- Quelles seraient les solutions envisagées pour un relogement décent de ces personnes ?

- Quel est l'avenir prévu pour le bâtiment (afin que la situation ne se reproduise pas, car un bâtiment abandonné est « tentant ») ?

Nous vous remercions,

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre

Je vous remercie pour votre question.

Comme vous le soulignez à juste titre, le 400 boulevard du Souverain est un ancien consulat désaffecté.

Avec la police locale, je suis la situation de près.

J'ai été et suis encore en contact tant avec les représentants de la République populaire de Chine que de l'Etat belge.

Contrairement à ce que le terme de « squat » pourrait laisser supposer, il n'y a actuellement pas de risques significatifs d'insécurité et encore moins d'insalubrité. Des visites ont eu lieu il y a encore une ou deux semaines et n'ont décelé aucun problème d'insécurité ou d'insalubrité justifiant l'adoption d'un arrêté de Bourgmestre.

Or, faute, pardonnez-moi l'expression, de « péril en la demeure », je n'ai pas de titre à agir.

C'est le propriétaire qui doit agir.

Et, en vérité, l'action de la Bourgmestre est très largement subsidiaire et n'a lieu d'être qu'en cas de carence de tous les autres acteurs.

Or, les normes à la disposition du propriétaire permettent désormais une action aussi simple que rapide auprès de la justice de paix.

Encore faut-il porter l'affaire devant le juge.

Hélas, la République populaire de Chine ne se résout pas à agir elle-même en justice.

Elle estime ne pas avoir à présenter une action devant un juge belge au nom de l'immunité diplomatique.

Fort de cette conviction, la République populaire de Chine a convaincu l'Etat belge d'agir à sa place.

Les occupants sont néanmoins organisés et ils se sont défendus devant le juge de paix. Celui-ci n'a pu que constater que l'immeuble n'était plus un consulat et qu'il ne jouissait plus d'une quelconque immunité diplomatique. Le juge a donc très logiquement considéré que l'Etat belge n'avait aucun intérêt à agir et il a déclaré son action irrecevable.

Dès avril de cette année, j'avais signalé aux représentants de la République populaire de Chine qu'ils étaient les seuls à pouvoir agir. Je ne suis donc pas étonnée de cette issue.

Dès que j'ai été avisée de ce jugement (du reste, par le plus grand des hasards, une voisine qui l'a reçu par erreur dans sa boîte aux lettres me l'ayant transmis), j'ai contacté les avocats de l'Etat belge pour connaître leur intention et j'ai invité l'avocate de la République populaire de Chine à une réunion.

J'ai répété qu'il appartenait à la Chine de saisir elle-même le juge de paix.

D'après mes informations, ce serait une autre voie qui serait exploitée : le pouvoir du Procureur du Roi de prononcer l'expulsion des squatteurs.

Saisi au printemps de cette année, le Parquet n'avait pas donné suite.

Il reste à espérer que soit la Chine admette devoir saisir un juge belge soit que le Procureur du Roi soit convaincu, par l'action conjointe des Affaires étrangères et de la Chine, de la nécessité d'intervenir pour expulser les squatteurs.

Pour l'heure, nous n'en sommes donc pas encore à l'expulsion.

A fortiori n'en sommes-nous pas davantage à un relogement des occupants, dont je ne vous cache pas qu'il sera problématique vu leur nombre : une quarantaine de personnes.

Quant à l'avenir du bâtiment, je suis simplement au fait des intentions du propriétaire

de clôturer tous les accès de l'édifice dès que l'expulsion aura eu lieu.
Je reste bien évidemment attentive à l'évolution de la situation.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) betreffende Vorstlaan nr400

Geachte heer de voorzitter
Mevrouw de burgemeester,
Dames en Heren, Schepenen,
Geachte collega's,

Ik ben zo vrij om de bezorgdheid van de omwonenden van Luxor Parc door te geven - en ik wil van meet af aan duidelijk maken dat we weten dat de burgemeester de zaak heeft opgepakt.

Sinds maart vorig jaar wordt Vorstlaan nr. 400 (het voormalige Chinese consulaat) gekraakt. Dit veroorzaakt onveiligheid en een aantal storingen voor de omwonenden: geluids- en stankoverlast, plundersaars, clandestiene stortplaatsen, verdachte autobewegingen, enz.

De situatie wordt nog ingewikkelder doordat het gebouw eigendom is van de Chinese ambassade.

Er is een procedure in gang gezet, maar op 15 september heeft de vrederechter het verzoek tot uitzetting van de krakers afgewezen.

Onze vragen luiden als volgt:

- Kan de burgemeester ons een update geven over de huidige situatie?
- Kunnen de krakers worden uitgezet?
- Welke oplossingen worden overwogen om de krakers in een fatsoenlijke omgeving te huisvesten?
- Wat is de geplande toekomst voor het gebouw (om ervoor te zorgen dat de situatie zich niet herhaalt, aangezien een verlaten gebouw "verleidelijk" is)?

Hartelijk dank,

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester

Dank u voor uw vraag.

Zoals u terecht opmerkt, is Vorstlaan 400 een voormalig consulaat dat niet meer wordt gebruikt.

Samen met de lokale politie houd ik de situatie nauwlettend in de gaten.

Ik had en heb nog steeds contact met vertegenwoordigers van zowel de Volksrepubliek China als de Belgische staat.

In tegenstelling tot wat de term "kraakpand" doet vermoeden, is er momenteel geen noemenswaardig risico op onveiligheid en nog minder op ongezonde omstandigheden. Bij de bezoeken die één of twee weken geleden plaatsvonden, kwamen geen onveilige of ongezonde situaties aan het licht die een besluit van de burgemeester zouden rechtvaardigen.

Maar bij gebrek aan - vergeef me de uitdrukking - een "gevaar in huis", heb ik niet het recht om op te treden.

Het is de eigenaar die moet handelen.

En in werkelijkheid is de actie van de burgemeester grotendeels subsidiair en alleen gepast als alle andere spelers niet handelen.

De normen die nu beschikbaar zijn voor eigenaars maken het echter mogelijk om snel

en eenvoudig actie te ondernemen voor de vrederechter.

Het enige wat nodig is, is dat de zaak voor de rechter wordt gebracht.

Helaas is de Volksrepubliek China niet bereid om zelf gerechtelijke stappen te ondernemen.

Ze vindt dat ze zich niet tot een Belgische rechter hoeft te wenden in naam van de diplomatieke onschendbaarheid.

Op basis van deze overtuiging overtuigde de Volksrepubliek China de Belgische staat om in zijn plaats op te treden.

De bezetters organiseerden zich echter en verdedigden zich voor de vrederechter.

Deze kon enkel vaststellen dat het gebouw niet langer een consulaat was en dat het geen diplomatieke onschendbaarheid meer genoot. De rechter oordeelde dus logischerwijze dat de Belgische staat geen belang had om op te treden en verklaarde zijn vordering onontvankelijk.

In april van dit jaar heb ik de vertegenwoordigers van de Volksrepubliek China erop gewezen dat zij de enigen waren die gerechtigd waren om op te treden. Ik ben dan ook niet verrast door deze uitkomst.

Zodra ik op de hoogte werd gebracht van dit vonnis (bovendien heeft een buurvrouw, die het per ongeluk in haar brievenbus had gekregen, het aan mij doorgegeven), heb ik contact opgenomen met de advocaten van de Belgische staat om te horen wat zij van plan waren te doen en heb ik de advocaat van de Volksrepubliek China uitgenodigd voor een gesprek.

Ik herhaalde dat het aan China zelf was om de zaak voor te leggen aan het Vredegerecht.

Volgens mijn informatie wordt er nog een andere weg verkend: de bevoegdheid van de procureur des Konings om de uitzetting van de krakers te bevelen.

Toen de zaak in de lente van dit jaar aan het Openbaar Ministerie werd voorgelegd, werd er geen actie ondernomen.

Het valt te hopen dat China zal toegeven dat het de zaak aan een Belgische rechter moet voorleggen, of dat het parket door de gezamenlijke actie van Buitenlandse Zaken en China overtuigd zal worden van de noodzaak om tussenbeide te komen en de krakers te verdrijven.

Voorlopig zijn we dus nog niet in het stadium van uitzetting.

A fortiori zijn we ook nog niet bezig met het herhuisvesten van de bewoners, wat - daar maak ik geen geheim van - problematisch zal zijn gezien hun aantal: ongeveer veertig mensen.

Wat de toekomst van het gebouw betreft, ben ik gewoon op de hoogte van het voornemen van de eigenaar om alle toegang tot het gebouw af te sluiten zodra de ontruiming heeft plaatsgevonden.

Uiteraard houd ik de ontwikkelingen nauwlettend in de gaten.

De Raad neemt akte.

28.09.2023/A/0033

Secrétariat

Question orale de Messieurs Ivo Van Ginneken et François Lebovy (ECOLOGROEN) : Chaussée de Wavre

Monsieur le Président

Madame la Bourgmestre,

Chers collègues,

La chaussée de Wavre entre l'avenue des Volontaires et Saint-Julien est fermée dans un sens depuis près de trois mois. Les rues environnantes d'Auderghem sont

concernées par cette fermeture.

Les magasins de la chaussée de Wavre sont moins facilement accessibles en voiture et en transports en commun (bus 34). En outre, la circulation sur les avenues des Volontaires et Gabriel-Émile Lebon est encombrée aux heures de pointe. C'est gênant pour les automobilistes, mais il n'y a plus de place sur la route pour les cyclistes. De plus, le bus 34 est également détourné depuis des mois et se trouve donc lui aussi coincé dans ce trafic.

Nous aimerions donc savoir

1. Pourquoi faut-il fermer un sens entier de la chaussée alors que les travaux ne concernent qu'une toute petite voie ?
2. La commune est-elle consultée lors de la définition des déviations ? La sécurité routière de tous les usagers de la route est-elle alors prise en compte ?
3. Pouvez-vous expliquer, à l'aide d'une carte, comment la circulation sera déviée lors de la prochaine phase des travaux ? Les cyclistes et les usagers du bus 34 seront-ils alors pris en compte ? Les commerces resteront-ils facilement accessibles ?

Nous vous remercions pour vos réponses.

Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin

Monsieur le conseiller,

Le 10 juillet dernier, Sibelga a démarré d'importants travaux de remplacement des câbles et installations basse tension et/ou haute tension dans la chaussée de Wavre entre l'avenue des Volontaires et le boulevard du Souverain. Des travaux de Telenet, VOO, Proximus et de la Région bruxelloise seront menés simultanément afin de limiter au maximum les ouvertures de voiries. Ce très important chantier était nécessaire vu l'état du câblage de Sibelga. De nombreuses coupures de courant avaient d'ailleurs été recensées ces dernières années.

Les travaux ont débuté par le tronçon situé entre l'avenue des Volontaires et le square Jean-Baptiste Degreef. Cette phase se terminera pour la fin octobre au maximum. Le chantier n'accuse à ce jour que très peu de retard par rapport au planning initial. Il est évident qu'un tel chantier est dépendant des conditions climatiques et de l'état du sous-sol.

Les deuxième et troisième phases du chantier débiteront mi-octobre et concerneront le tronçon situé entre le square Jean-Baptiste Degreef et le boulevard du Souverain. La fin du chantier est prévue pour fin avril 2024.

La commune a dès le début été le principal interlocuteur pour Sibelga. En effet, même si les travaux sont situés sur une voirie régionale, c'est la commune qui s'est retrouvée, malgré elle, en charge du chantier. Je dois malheureusement constater, comme dans de très nombreux dossiers, que Bruxelles-Mobilité est totalement aux abonnés absents. Le gestionnaire régional de la voirie n'a participé qu'à la toute première réunion de préparation. Nous n'avons depuis plus jamais eu de nouvelles de la région. A tel point qu'aucun état des lieux n'a été fait par la Région avant le début du chantier. Comme voulez faire une réception définitive d'un chantier si vous n'avez même pas inspecté la voirie avant le début de celui-ci ?

C'est donc la commune qui a organisé une réunion d'information à destination des riverains et des commerçants de la chaussée de Wavre et des rues impactées par le chantier. C'est la commune qui a directement communiqué avec les commerçants pour les informer qu'ils étaient éligibles à une indemnisation forfaitaire liée aux impacts du chantier sur leur chiffre d'affaires. Mécanisme d'ailleurs mis en place par notre Président lorsqu'il occupait une autre fonction à la Région. C'est la commune qui va, chaque semaine, à la réunion de chantier pour régler les différents petits problèmes qu'un chantier occasionne. Et nous continuerons de le faire pour les prochaines phases. Ce comportement est cependant inadmissible de la part de la Région. Je tiens

à la dire.

Pendant la durée du chantier, la chaussée de Wavre est, en effet, mise à sens unique par tronçon. Il est toujours possible d'emprunter la chaussée de Wavre en direction du boulevard Général Jacques et la circulation locale est toujours autorisée dans la mesure du possible. Cette mise à sens unique est plus que nécessaire pour permettre aux engins de chantier de pouvoir se mouvoir sur le chantier sans soucis et aux ouvriers de pouvoir travailler en sécurité. C'est à la demande de la STIB que le sens de la mise à sens unique a été décidé. Pourquoi prévoir tout le tronçon en sens unique ? Pour une question de sécurité et de clarté pour les usagers. Les engins de chantier doivent pouvoir sortir et circuler facilement sans bloquer la circulation. Les ouvriers doivent pouvoir passer d'un point du chantier à un autre. Et pour les usagers, c'est plus clair d'avoir un sens unique sur tout un tronçon que d'avoir des petits sens uniques qui bougent toutes les semaines.

Concernant la déviation mise en place, il est évident qu'un chantier provoque des nuisances, surtout lorsqu'il est aussi important. On ne décide pas d'une déviation à la légère. La déviation actuelle a été validée par la STIB, la zone de police et la commune. Vu la fermeture de la chaussée, il n'y avait pas d'autre solution que celle de faire passer la circulation via l'avenue Lebon. La circulation des cyclistes a par contre été maintenue dans les deux sens sur la chaussée de Wavre. Donc oui, quand on décide d'une déviation, l'ensemble des usagers est pris en compte. Cette déviation a également été validée par la commission de coordination des chantiers. Je précise aussi que nous prévoyons des adaptations des feux aux carrefours pour tenter de fluidifier au maximum la circulation.

Pour la prochaine phase, entre le Square Degreef et l'avenue Strauven, je ne peux pas encore vous montrer la déviation définitive, car la commission de coordination des chantiers n'a pas encore émis d'avis sur la proposition faite par Sibelga. A priori, la déviation sera faite via le boulevard des Invalides et le boulevard du Souverain sauf pour les véhicules de moins de 3,5 tonnes qui pourront remonter sur la chaussée de Wavre via l'avenue Strauven.

La commune réorganisera une réunion d'information pour les riverains et les commerçants dès que le planning et la déviation auront été validés définitivement. J'espère que nous aurons droit à la présence de la Région lors de celle-ci.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van de heren Ivo Van Ginneken en François Lebovy (ECOLO-GROEN): Waversesteenweg

Geachte heer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Beste collega's,

De Waversesteenweg tussen de Vrijwilligerslaan en Sint Juliaan is nu al bijna drie maanden in één richting dicht. De omringende straten in Oudergem hebben last van deze afsluiting.

De winkels aan de Waversesteenweg zijn minder makkelijk te bereiken met de auto en het openbaar vervoer (bus 34). Daarnaast loopt het verkeer in de Vrijwilligerslaan en de Gabriel Lebonlaan tijdens de spits vast. Voor automobilisten vervelend, maar voor fietsers is er geen plaats meer over op de weg. Bus 34 is bovendien ook al maanden omgeleid en staat dus ook vast in dit verkeer.

Daarom willen wij graag weten

1. Waarom moet een hele richting gesloten worden terwijl de werkzaamheden

- maar een zeer kleine strook beslaan?
2. Wordt de gemeente geraadpleegd bij het vastleggen van omleidingen? Wordt er dan gekeken naar de verkeersveiligheid van alle weggebruikers?
 3. Kunt u met behulp van een kaart toelichten hoe het verkeer in de volgende fase van de werkzaamheden zal worden omgeleid? Zal er dan rekening gehouden worden met de fietsers en gebruikers van bus 34? Zullen de winkels goed bereikbaar blijven?

Bedankt voor uw antwoorden.

Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen :

Geachte Heer Van Ginneken,

Ik dank U voor uw vragen.

Zij geven mij de gelegenheid om de stand van zaken te maken.

Op 10 juli, is Sibelga gestart met de grote vervangingswerken van laagspannings- en hoogspanningskabels en -installaties op de rijbaan van de Waverssesteenweg tussen de Vrijwilligerslaan en de Vorstlaan. De werken van Telenet, VOO, Proximus en het Brussels Gewest worden gelijktijdig uitgevoerd om de wegopeningen tot een minimum te beperken. Dit grote project was nodig vanwege de slechte staat van de bekabeling van Sibelga. Inderdaad, hebben wij de laatste jaren verschillende stroomonderbrekingen meegemaakt.

De werkzaamheden begonnen met het gedeelte tussen de Vrijwilligerslaan en het Jean-Baptiste Degreefsplein. Deze fase zal ten laatste eind oktober voltooid zijn. Tot nu toe blijft de werf op schema. Natuurlijk is een dergelijk project afhankelijk van de weersomstandigheden en de staat van de ondergrond.

De tweede en derde fase van de werken zullen midden oktober starten. Ze hebben betrekking op het gedeelte tussen het Jean-Baptiste Degreefsplein en de Vorstlaan. De voltooiing is gepland voor eind april 2024.

Vanaf het begin van de werf, was de gemeente het belangrijkste aanspreekpunt voor Sibelga. Hoewel de werken werden uitgevoerd op een gewestelijke weg, was het de gemeente die zich verantwoordelijk voelde voor het project. Helaas, zoals in zoveel gevallen, moet ik zeggen dat Brussel Mobiliteit volledig afwezig is.

De gewestelijke wegbeheerder nam alleen deel aan de allereerste voorbereidende vergadering. Sindsdien hebben we nooit meer iets van het Gewest gehoord. Het Gewest heeft zelfs geen enkele terreininspectie uitgevoerd voor de start van de werken. Hoe kun je een project definitief opleveren als je de wegen niet eens hebt geïnspecteerd voordat het begint?

Het was dus de gemeente die een informatievergadering organiseerde voor omwonenden en winkeliers op de Waverssesteenweg en in de straten waar de werken zouden plaatsvinden. Het was nog de gemeente die rechtstreeks contact opnam met de handelaars om hen te informeren dat ze in aanmerking kwamen voor een forfaitaire compensatie voor de impact van de werken op hun omzet. Dit mechanisme werd door de heer Gosuin ingevoerd toen hij nog een andere functie bekleedde bij het Gewest. Elke week is het het plaatselijke bestuur die naar de werfvergadering gaat om de verschillende kleine problemen veroorzaakt door de werken op te lossen. En dat zullen we ook in de volgende fasen blijven doen. Nochtans blijft het gedrag van het Gewest echt onaanvaardbaar.

Tijdens de duur van de werken zal de Waverssesteenweg op bepaalde stukken eenrichtingsverkeer zijn. Het blijft mogelijk om de Waverssesteenweg te gebruiken in de richting van de Generaal Jacqueslaan en plaatselijk verkeer wordt zoveel mogelijk toegelaten. Dit eenrichtingssysteem is meer dan noodzakelijk om de machines op de werf in alle veiligheid te kunnen verplaatsen en om de arbeiders in staat te stellen in alle veiligheid te werken.

Het was op vraag van de MIVB dat de richting van het eenrichtingssysteem werd bepaald.

Waarom het hele traject eenrichtingsverkeer maken?

Omwille van de veiligheid en de duidelijkheid voor de gebruikers. Bouwmaterieel moet gemakkelijk kunnen uitstappen en rondrijden zonder het verkeer te hinderen. Werknemers moeten zich van het ene deel van de bouwplaats naar het andere kunnen verplaatsen. En voor gebruikers is het duidelijker om een heel stuk eenrichtingsverkeer te hebben dan kleine straatjes met eenrichtingsverkeer die elke week veranderen.

Wat de omleiding betreft, is het duidelijk dat een dergelijke werf overlast veroorzaakt, vooral als het zo groot is. Een omleiding wordt niet zomaar beslist. De huidige omleiding is goedgekeurd door de MIVB, de politiezone en de gemeente. Gezien de afsluiting van de rijbaan was er geen andere oplossing dan het verkeer om te leiden via de Lebonlaan. Fietsers konden daarentegen in beide richtingen op de rijbaan van Waverssesteenweg blijven rijden.

Dus ja, wanneer we beslissen over een omleiding, houden we rekening met alle gebruikers. Deze omleiding is ook goedgekeurd door het coördinatiecomité voor de werken. Ik moet er ook op wijzen dat we van plan zijn om de verkeerslichten op het kruispunt aan te passen om het verkeer zo vlot mogelijk te laten verlopen.

Voor de volgende fase, tussen het Degreefplein en de Strauvenlaan, kan ik u de definitieve omleidingen nog niet tonen, omdat de coördinatiecommissie van de bouwplaatsen zich nog niet heeft uitgesproken over het voorstel van Sibelga. In principe zullen de omleidingen via de Invalidenlaan en de Vorstlaan lopen, behalve voor voertuigen van minder dan 3,5 ton, die via de Strauvenlaan terug de Waverssesteenweg op kunnen.

Zodra de planning en de omleidingen definitief bevestigd zijn, organiseert de gemeente opnieuw een informatievergadering voor de buurtbewoners en winkeliers. Ik hoop dat het Gewest aanwezig zal zijn op deze vergadering.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

De Raad neemt akte.

28.09.2023/A/0034

Secrétariat

Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (DéFI) : Nuisances sur la promenade verte

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin.e.s
Chers Collègues,

Les riverains proches de la promenade verte lancent un appel à l'aide notamment via une pétition partagée en ligne récemment « Action contre les nuisances et la délinquance sur la Promenade Verte à Auderghem »

Leurs préoccupations et celles des commerçants et autres usagers réguliers de cette zone concernent le regroupement fréquent de jeunes sur la promenade verte et en fin de journée devant les magasins situés dans le bas de la chaussée de Wavre. Ces regroupements préoccupants ont des conséquences néfastes sur le quartier, tant en termes de qualité de vie que de sécurité.

- Avez-vous connaissance de faits en ce sens ? Une concertation a-t-elle eu lieu avec les habitants et les commerçants ?
- Quelles actions de prévention voire de répression sont prévues pour réduire toute forme de nuisance ?

Stéphanie Paulissen

Liste de la Bourgmestre (DéFI)

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre

Merci Madame la conseillère pour votre question.

J'ai bien pris connaissance de la pétition et, même si je déplore qu'elle soit anonyme, j'ai répondu au pétitionnaire que j'avais bien pris connaissance de sa pétition et des faits qui y sont décrits, faits qui ne m'étaient pas inconnus.

Je ne manquerai pas de la faire parvenir à Bruxelles Environnement, gestionnaire de la Promenade Verte par ailleurs.

Pour ma part, les actions suivantes avaient déjà été prises :

- collaboration avec les services de prévention communaux (CEMPA et Gardiens de la Paix) et de la police pour des passages fréquents et répartition des horaires (il n'y a plus personne de chez Bruxelles Environnement à partir d'une certaine heure malheureusement) et pour plus d'actions policières « choc » ponctuelles.
- remplacement de caméras au niveau de la passerelle (avec l'autorisation de Bruxelles Environnement donc) car la première posée a été malheureusement détruite

Je rappelle qu'il y a une caméra au carrefour entre la Chaussée de Wavre et le Boulevard du Souverain depuis longtemps qui peut être orientée instantanément si la police est appelée.

- Une réunion est prévue avec les commerçants du tronçon de la chaussée de Wavre
- Nettoyage de la chaussée de Wavre par la commune (en lieu et place de la région).

En ce qui concerne l'aire de sport dont il est question dans la pétition, Bruxelles Environnement a déjà été saisi de nombreuses demandes.

Bruxelles Environnement a démonté l'aire de repos, l'a remplacée par une extension de la plaine de jeux et la structure de l'aire de sport a été remplacée par un dispositif moins bruyant.

Bruxelles Environnement n'envisage pas de supprimer cette aire à ce stade.

D'autres demandes d'aménagement ont été refusées par Bruxelles Environnement.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat

Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (DéFI): Overlast op de Groene Wandeling

Mijnheer de voorzitter,

Mevrouw de Burgemeester

Dames en heren Schepenen

Geachte collega's

Omwonenden van de Promenade Verte vragen om hulp, meer bepaald via een petitie die onlangs online werd geplaatst met als titel "Actie tegen overlast en criminaliteit op de Groene Wandeling te Oudergem".

Hun bezorgdheid, en die van de winkeliers en andere regelmatige gebruikers van de wijk, heeft betrekking op de frequente samenscholingen van jongeren op de Groene Wandeling en aan het einde van de dag voor de winkels onderaan de Waverssesteenweg. Deze verontrustende samenscholingen hebben een negatieve

invloed op de buurt, zowel op de levenskwaliteit als op de veiligheid.

- Bent u op de hoogte van dergelijke incidenten? Is er overleg geweest met de bewoners en winkeliers?
- Welke preventieve of zelfs repressieve maatregelen zijn er gepland om alle vormen van overlast te beperken?

Stéphanie Paulissen

Lijst van de burgemeester (DéFI)

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester

Dank u wel raadslid voor uw vraag.

Ik ben op de hoogte van het verzoekschrift en hoewel ik het betreurt dat het anoniem is, heb ik de indiener geantwoord dat ik op de hoogte ben van het verzoekschrift en de daarin beschreven feiten, die mij niet onbekend waren.

Ik zal het zeker doorsturen naar Leefmilieu Brussel, dat ook de Groene Wandeling beheert.

Van mijn kant waren de volgende acties al ondernomen:

- samenwerking met de gemeentelijke preventiediensten (CEMPA en Gemeenschapswachters) en de politie om te zorgen voor frequente bezoeken en spreiding van de openingstijden (helaas is er niemand van Leefmilieu Brussel na een bepaald tijdstip) en om te zorgen voor meer incidentele 'schok'-acties van de politie.
- Vervanging van de camera's op de voetgangersbrug (met toestemming van Leefmilieu Brussel), aangezien de eerste jammer genoeg vernield werd.

Ik herinner u eraan dat er al lange tijd een camera staat op het kruispunt tussen de Waversesteenweg en de Vorstlaan, die onmiddellijk kan worden gericht als de politie wordt gebeld.

- Er is een bijeenkomst gepland met de winkeliers langs de Waversesteenweg.
- Schoonmaak van de Waversesteenweg door de gemeente (in plaats van het gewest).

Wat de sportzone betreft die in de petitie wordt vermeld, heeft Leefmilieu Brussel al talrijke aanvragen ontvangen.

Leefmilieu Brussel heeft de rustzone afgebroken, vervangen door een uitbreiding van de speelplaats en de structuur van de sportzone vervangen door een minder lawaaierige.

Leefmilieu Brussel overweegt vooralsnog niet om deze zone te verwijderen.

Andere uitbreidingsaanvragen werden door Leefmilieu Brussel geweigerd.

De Raad neemt akte.

Levée de la séance à 20:30

Opheffing van de zitting om 20:30

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin